

RIVAROL

N°3439

“Quand les peuples cessent d’estimer, ils cessent d’obéir” 23/09/2020

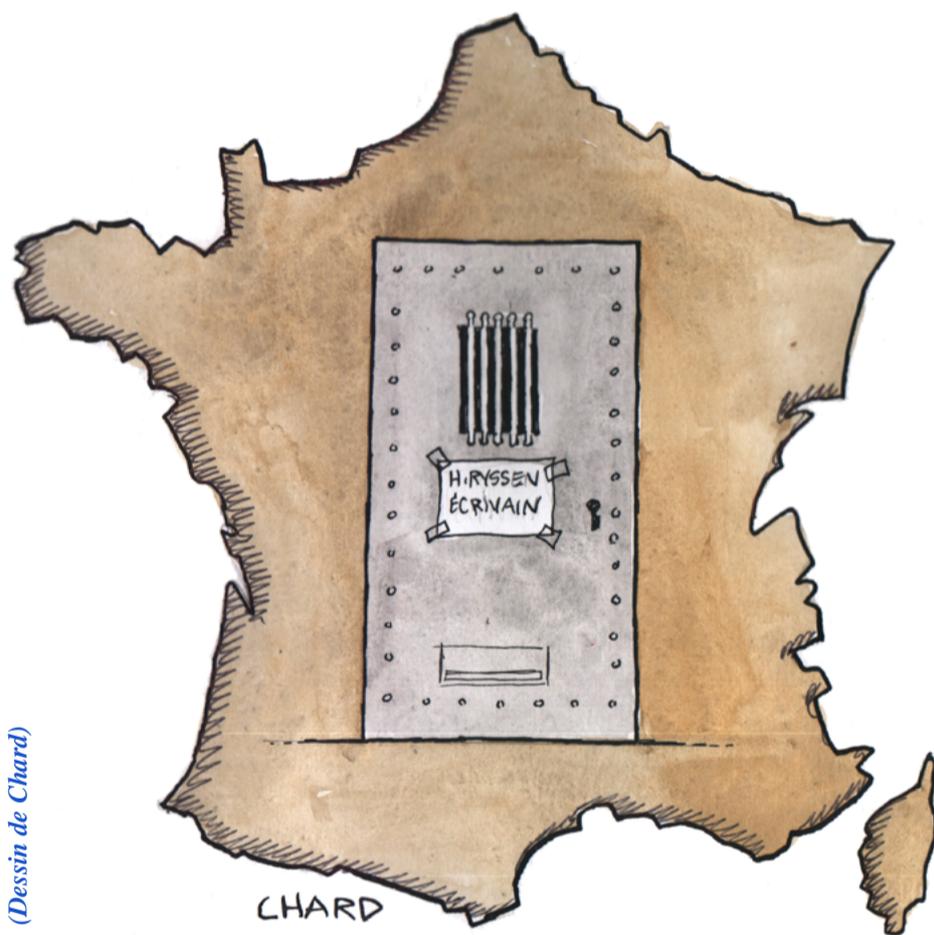
HEBDOMADAIRE DE L’OPPOSITION NATIONALE ET EUROPÉENNE

Hervé Ryssen en prison pour 17 mois !

ALORS QUE se déroule actuellement le procès de l’attentat contre *Charlie-Hebdo* et que tous les grands médias n’ont que les mots de liberté d’expression à la bouche, qu’Emmanuel Macron a encore vanté récemment « le droit au blasphème » en République, nous avons appris il y a quelques jours l’incarcération de l’écrivain Hervé Ryssen pour 17 mois à la prison de Fleury-Mérogis. Convoqué par le Brigade d’Exécution des Décisions de Justice (BEDJ) le jeudi 17 septembre, Hervé Ryssen a été présenté le même jour à un magistrat en vue de l’exécution de trois condamnations à des peines d’emprisonnement pour des propos et des écrits jugés antisémites.

Cette incarcération d’Hervé Ryssen s’ajoute à l’arrestation en pleine rue à Paris et à la garde à vue fin juillet d’Alain Soral. Le président d’Egalité et Réconciliation vient par ailleurs d’être condamné à nouveau le 18 septembre par la XVII^e chambre du tribunal correctionnel de Paris à un total de 260 jours de prison ou à verser 14 800 euros d’amende, plus 22 500 euros de remboursement des frais d’avocats des parties adverses, soit la somme de 37 300 euros et il doit de plus faire face à une plainte de la ville de Lausanne en Suisse où il réside actuellement car, selon la municipalité, il aurait contrevenu sur les réseaux sociaux à la loi helvétique punissant le racisme, l’antisémitisme et le révisionnisme.

On le voit, la situation ne cesse de s’aggraver. Après la suppression des comptes Facebook, VK, Instagram, Twitter, après la fermeture des chaînes YouTube, un saut qualitatif est franchi : on embastille un écrivain dont les ouvrages déplaisent au lobby juif. Ce n’est certes pas la première fois qu’on emprisonne une personnalité pour ses écrits sous la V^e République. Alain Guionnet, directeur du mensuel *Révision*, a fait deux séjours en prison, de plusieurs mois chacun, en 1993, pour avoir contrevenu à la loi Gayssot punissant



(Dessin de Chard)

le révisionnisme historique. Vincent Reynouard a lui passé neuf mois derrière les barreaux, d’abord à Bruxelles, puis à Valenciennes, du 10 juillet 2010 au 5 avril 2011, pour avoir écrit, édité et distribué une brochure de seize pages intitulée « *Holocauste : ce que l’on vous cache* ».

MAIS L’ON sent bien que les vents sont de plus en plus mauvais et que la répression s’aggrave. Ce n’est plus seulement le révisionnisme qui conduit en prison (car Hervé Ryssen ne s’est jamais spécialement intéressé au sujet), ce sont tous les écrits, les constats, les considérations qui irritent un lobby juéo-sioniste qui se croit tout permis, réclame des têtes (certains sites communautaires s’en sont fait une spécialité, comme le très vulgaire et analphabète Balance ton antisémitisme), se félicite des victoires qu’il obtient (comme Frédéric Haziza), tance ceux qui condamnent l’emprisonnement de Ryssen. C’est ainsi que la LICRA a posté plusieurs tweets pour se scandaliser de la prise de position courageuse de Bruno Gollnisch qui,

que l’on y met. Ryssen est condamné et incarcéré pour l’œuvre magistrale qu’il a écrite sur la question juive, et qui repose pour l’essentiel sur la reproduction et l’analyse de citations intégrales et authentiques de personnalités juives, et non des moindres, citations qui permettent de mieux comprendre la vision de l’homme, du monde et de la vie portée par le judaïsme, son projet politique, sa vision eschatologique. Et ce sont ces vérités que l’on veut cacher, ces analyses que l’on veut occulter parce qu’on est incapable de les discuter, de les réfuter. Elles font mal parce qu’elles disent vrai. Ce sont les menteurs inquiets qui persécutent les écrivains. La vérité ne craint pas les insinuations. Lorsque l’on n’a rien à cacher, pourquoi refuser le débat, la confrontation des points de vue, le choc des arguments ? Cette répression est un aveu de faiblesse. Et une preuve de mauvaise foi. Ils sont d’autant plus méchants qu’ils se savent démasqués, d’autant plus cruels qu’ils ont été mis à nu.

DANS SA captivité Hervé Ryssen ne pourra pas compter sur le soutien des partis politiques ni des congrégations religieuses ni sur l’appui des masses lobotomisées et se résignant au bâillon physique et mental. Il ne pourra pas compter non plus sur l’appui de la plupart des personnalités du camp national soumis, par écœurante lâcheté, aux puissants du jour, et qui n’ont qu’une crainte au monde, non pas celle d’offenser Notre-Seigneur, comme chantaient les Vendéens, mais de contrarier la synagogue et d’être taxées d’antisémitisme. Hervé ne pourra pas compter non plus sur le soutien d’un Eric Zemmour qu’il a pourtant si souvent encensé à notre grand étonnement, ni sur celui d’une Marine Le Pen qu’il avait pourtant soutenue, ô surprise, en vue de la prochaine présidentielle mais qui n’est qu’une traîtresse judéoservile. Mais il pourra compter en revanche sur tous les hommes libres, qu’ils soient ou non anonymes, et qui ont compris que la délivrance de la France, de l’Europe et de l’Occident ne peut s’accomplir sans le combat résolu et hardi contre ce qu’un Mitterrand moribond et qui n’avait alors plus rien à perdre avait appelé « *l’influence puissante et nocive du lobby juif* ».

seul pour l’instant dans la classe politique, a clairement condamné l’embastillement d’un écrivain : « *M. Hervé Ryssen emprisonné pour délit d’opinion. Il y a donc des prisonniers d’opinion en France aujourd’hui. M. Dupont-Moretti ignore-t-il le vibrant plaidoyer de M. Macron en faveur du “droit au blasphème”. Ou bien ce droit ne fonctionne-t-il que dans un sens ?* ». La Ligue de Défense juive traite, quant à elle, Gollnisch d’« *anti-juif* », pas moins. Dès qu’on ne passe pas totalement sous les fourches caudines du lobby, dès qu’on refuse de se taire face à sa tyrannie, son arbitraire, ou dès qu’on dénonce les crimes de l’entité sioniste, on est inmanquablement qualifié d’anti-juif et d’antisémitisme. Mais qu’importe ces sobriquets, l’essentiel est de faire son devoir et de dire la vérité si l’on veut vivre debout.

On peut momentanément priver un homme de sa liberté. On peut le séparer physiquement de sa famille, mais on n’éteint pas une pensée, on ne supprime pas une analyse, on ne peut empêcher la vérité de se faire jour et d’irradier, quels que soient les obstacles

N°3439 DU 23 SEPTEMBRE 2020

www.rivarol.com

L 14240 - 3439 - F: 4,00 €



RIVAROL,

[<jeromebourbon@yahoo.fr>](mailto:jeromebourbon@yahoo.fr)

DROIT AUX LETTRES

● De Charles GALTIER :

“TANT QU’ON SE TROMPERA DE DIAGNOSTIC, ON SE TROMPERA DE TRAITEMENT”

Eric Zemmour (dans *Valeurs actuelles* 4367-68) a raison dans ce qu’il dit sur les effets mais se tait sur les causes. Tant que nous n’aurons pas compris comment nous avons pu en arriver là, si bas, nous ne saurons pas le traitement à appliquer. Mais lui-même, comme beaucoup d’autres, ne s’interroge pas afin de comprendre comment nous pouvons en arriver à ne plus pouvoir établir un diagnostic juste basé sur l’observation du réel. En effet, qu’on le veuille ou non, qu’on s’en réjouisse ou qu’on s’en déssole, les moyens d’information jouent un grand rôle et contribuent majoritairement

à déformer, former ou créer l’opinion populaire et influencer l’« élite dirigeante » par les informations qu’ils montent en épingle, minimisent ou censurent, surtout comme c’est le cas, quand ils sont uniformisés.

Il y a une piste pour commencer à comprendre comment nous en sommes arrivés là. Pourquoi politiquement correct, media uniformisés, mondialisation, immigration et grand remplacement, avortements légalisés et remboursés, théorie du genre, mariage homosexuel, etc., sont devenus notre lot quotidien dans l’information ?

Parce que, depuis août 1944, De Gaulle qui prit le pouvoir grâce à son alliance avec les Moscoutaires livra tous les moyens d’information à la gauche, pour la plus grande partie et à une fausse droite, une petite poussière ! En effet, à la veille de la guerre en 1939, la Droite contrôlait près de 50 % de la Presse, les communistes et les socialistes 10 %, le reste étant plutôt neutre.

À la “Libération”, par une nationalisation qui était en fait une confiscation, comme les usines Renault, la Presse de Droite (la fausse droite) ne représente plus qu’un peu plus de 10 % et les socialo-communistes 48 %. Les communistes disposaient alors de 52 quotidiens régionaux et nationaux (5 avant guerre). La fausse droite n’influait plus aucune radio, tandis que la vraie droite avait disparu. En outre, Gaston Deferre, ministre de l’Information, nommé par De Gaulle, faisait voter une loi expropriant de fait 300 imprimeries, 200 immeubles et 500 locaux de journaux qui changeaient de mains au bénéfice de la Gauche !

C’est ainsi que depuis 1944-45, la Gauche possède quasiment tous les moyens d’information, à l’exception d’une petite partie de fausse droite qui n’a rien à envier à la gauche, et pour couronner le tout les journalistes sont pour la plus grande partie formatés par la gauche, il faut y ajouter que, depuis la Présidence de Mitterrand, la gauche a pu s’emparer de la majorité des chaînes de télévisions et des radios.

Alors au milieu de cette information, presque en totalité dans les mains de la gauche, il y a un miracle !

Les Français, trompés, intoxiqués, continuent de se classer majoritairement à droite, sans pouvoir obtenir ce qu’ils veulent car il leur est difficile de pouvoir bien distinguer les vraies des fausses droites.

Il est évident que dans un tel contexte pour rendre à la France la maîtrise de son destin, il faut d’abord rendre à la vraie droite la maîtrise de la plus grande partie de l’information ! Seule une révolution ou un coup d’Etat nationalistes, à défaut d’une élection présidentielle, pourrait le réaliser. Mais il y faudra de l’audace et du courage car il faut tout changer ! C’est souhaitable, mais est-ce possible ? Qui, pourra, voudra et osera s’en charger ? Je doute que Marine Le Pen le comprenne et ose, même si, par impossible, elle arrivait au pouvoir, en dépit de l’exclusion de son père !

● De FRANÇOIS B. :

BAS LES MASQUES !

Sur la question des masques il existe depuis le 30 mai 2018 un avis et un rapport de l’Anses, « Agence nationale de sécurité sanitaire de l’alimentation, de l’environnement et du travail », sur « l’évaluation du bénéfice sanitaire attendu de dispositifs respiratoires dits antipollution ». Avis de l’Anses Saisine n° « 2015-SA-0218 » (30 mai 2018, avis 20 pages, rapport 130 pages). L’avis est compréhensible par toute personne du niveau secondaire, lecture en moins de deux heures, le rapport est très technique, il donne les procédures, les tests, les résultats, la bibliographie. Il est disponible à l’adresse suivante : <https://www.anses.fr/en/system/files/AIR2015SA0218Ra.pdf>

Certes, il ne prend pas en compte les agents infectieux, mais ceux-ci sont également des particules ou portés par des particules, donc l’étude les concerne pour ce qui est de leur ingestion par la respiration ou par les muqueuses. Il étudie les particules d’une taille supérieure à 0,3 micromètres, le virus du covid-19 mesure entre 0,06 et 0,14 micromètres, il est donc de taille inférieure, 2 à 6 fois, aux particules polluantes considérées dans l’étude et dans l’avis. Or la conclusion de l’avis est très claire : ces dispositifs ne servent à rien pour les polluants étudiés.

Comment expliquer qu’ils soient utiles pour protéger du Sars-cov-2 ? Je diffuse

ce lien depuis une quinzaine de jours, mais je n’ai jamais vu cette information reprise. Je souhaiterais que tout le monde puisse lire cet avis et puisse se faire ainsi une opinion argumentée techniquement, sur l’utilité ou l’inutilité du port du masque par la population générale en extérieur, et dans les lieux clos vastes et peu occupés, comme les églises.

Extrait de la conclusion (avis, page 17) : « L’Anses souligne l’insuffisance des données disponibles en vue de pouvoir attester d’un bénéfice sanitaire lié au port de masques dits antipollution en conditions réelles d’utilisation par la population générale, considérant de surcroît que les dispositifs disponibles sur le marché revendiquent majoritairement une protection vis-à-vis des particules. Or, la pollution de l’air est également constituée de mélanges complexes gazeux contre lesquels de tels dispositifs sont inopérants. Ainsi, l’Agence ne dispose donc pas de bases scientifiques suffisantes pour recommander aux pouvoirs publics d’encourager le port de tels dispositifs par la population générale. »

● De J-P. L.P. :

L’EFFARANT BILAN COMPTABLE DE SOS RACISME !

Comment peut-on, en une année dépenser 114 489 euros en matériel de bureau ? Tout le monde doit renouveler ses stylos « Mont Blanc », ses ordinateurs « très haut de gamme Apple »...

Le poste factures téléphones, d’un montant de 77 796 euros, n’est pas triste non plus.

Voici le bilan comptable de l’association SOS Racisme :

Ci-joint le lien du site internet du Journal officiel où il figure.

http://www.journal-officiel.gouv.fr/publications/assocpt/pdf/2009/3112/335186631_31122009.pdf

À la page 3 figure un récapitulatif des dons, adhésions et subventions.

Le montant des subventions est assez impressionnant.

Ministère de l’Éducation nationale : 80 000 euros.

Ministère de la jeunesse et des sports : 46 000 euros.

Mairie de Paris : 40 000 euros.

Bergé Le Monde : 100 000 euros.

Ford Fondation : 72 724 euros.

Conseil régional IDF : 35 000 euros.

Conseil Développement CDVA : 30 000 euros.

FASILD/ACSE : 348 000 euros (Fonds d’action et de soutien pour l’intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD) Total des subventions : 904 596 euros.

Quant aux dépenses, il semblerait également que certains frais soient anormalement élevés, voire même à la limite de la légalité !

Contraventions au code de la route : 1 608 euros.

Développement site internet : 10 000 euros.

Frais de restaurants : 10 000 euros.

Matériel informatique : 10 000 euros.

Frais de séminaire : 33 930 euros.

Frais de voyages : 60 290 euros.

Facture téléphones portables et box internet : 77 796 euros.

Quel candidat mettra enfin un terme à cette gabegie et à cette magouille ?

Les Français seront ravis de voir une partie de leurs impôts être destinés à cette association à haut pouvoir de nuisance et de trouble à l’ordre public. Hallucinant !

● De Stéphane B. :

LIBERTÉ POUR RYSSSEN !

L’incarcération, semble-t-il, pour 17 mois de l’écrivain Hervé Ryssen est une très mauvaise nouvelle qui montre l’aggravation de la situation quant aux libertés dans notre pays. Tout indique hélas que les personnalités qui ne plient pas le genou devant le Lobby vont connaître dans les semaines, les mois ou les années qui viennent le même sort. Il s’agit de punir et de faire taire tous ceux qui s’expriment librement et courageusement sur la question qu’on n’a même plus le droit de nommer.

Mais cette répression impitoyable est aussi un aveu de faiblesse. Lorsqu’un Pouvoir, un Régime se met à emprisonner les écrivains, penseurs ou publicistes qui lui déplaisent, c’est qu’il est à court d’arguments et qu’il n’est pas de bonne foi. Tel un menteur inquiet, il punit ceux qui le démasquent. Beaucoup de gens peuvent se rendre compte aujourd’hui qu’on vit une tyrannie effrayante, sous couvert de démocratie et de pluralisme. Le problème, c’est que la lâcheté est aujourd’hui la chose du monde la mieux partagée, y compris dans le camp dit national où rares sont les personnalités qui osent ou oseront soutenir publiquement Hervé Ryssen et dénoncer le sort cruel qui lui est réservé.



<https://www.projetko.fr>

AIDEZ-NOUS ! AIDEZ RIVAROL !

Comme vous le savez, le 2 septembre, le procureur de la République a requis une amende de 20 000 euros et quatre publications judiciaires contre le directeur de RIVAROL et les parties civiles (LICRA, SOS Racisme, Avocats sans frontières de Goldnadel) ont réclamé 92 500 euros de dommages et intérêts et plusieurs demandes d’insertion judiciaire. Face à cet acharnement qui ne faiblit pas et qui cible tous les nationalistes, tous les dissidents, comme en témoigne la scandaleuse incarcération pour 17 mois d’Hervé Ryssen, nous avons besoin de votre aide et de votre soutien renforcé.

● Abonnez-vous, réabonnez-vous (voir le bulletin d’abonnement en page 10 avec tous les tarifs), même par anticipation (auquel cas, votre abonnement sera prolongé d’autant), abonnez des amis, des connaissances, de la famille. Que tous ceux qui le peuvent prennent l’abonnement de soutien (175 euros), de propagande (210 euros) ou à vie (200 euros).

● Cotisez à l’association des Amis de RIVAROL pour l’année 2020-2021 (adhésion simple : 20 euros. Adhésion donateur : 40 euros. Adhésion bienfaiteur : à partir de 100 euros).

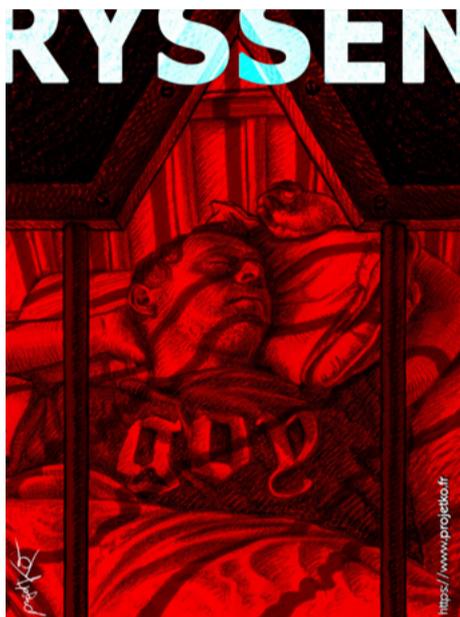
● Vous pouvez également faire des dons, par exemple pour le paiement des droits civils de procédure et les frais d’avocats, à l’Association des Amis de RIVAROL, soit par chèque (19 avenue d’Italie, 75013 Paris), soit par virement bancaire. Voici les coordonnées du compte de notre association à la Banque postale :

IBAN : FR91 2004 1000 0108 6027 7P02 005

BIC : PSSTFRPPPAR

● On peut aussi faire un don par Paypal en se rendant sur la page accueil de notre site rivarol.com à la mention : Faire un don.

Merci d’avance pour tout ce que vous pourrez faire pour nous aider, dans ces temps si difficiles. Les petits ruisseaux font les grandes rivières. Haut les cœurs !



COMMENT ÉCRIRE À HERVÉ RYSSSEN ?

Hervé Ryssen est incarcéré depuis le 18 septembre au soir à la maison d’arrêt de Fleury-Mérogis où il purge au total une peine de dix-sept mois d’emprisonnement, ce qui est considérable.

N’hésitez pas à lui écrire pour lui manifester votre soutien, lui remonter le moral, l’aider dans cette longue et éprouvante captivité, loin de sa famille et de ses amis.

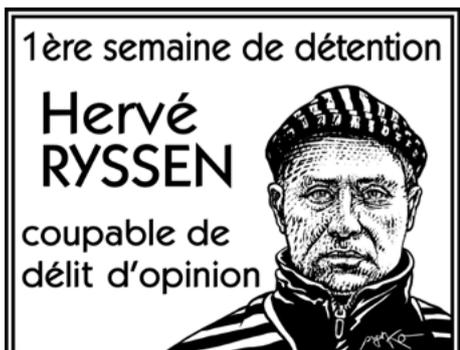
Voici son adresse actuelle :

Maison d’Arrêt de Fleury-Mérogis
Monsieur Hervé RYSSSEN/LALIN
n° d’écrou 459-091
7 avenue des peupliers
91 700 Fleury-Mérogis.

Veillez à mettre votre adresse postale en toutes lettres sur le verso de l’enveloppe.

En prison toutes les lettres sont ouvertes et lues par l’administration pénitentiaire avant d’être remises au détenu. Faites donc attention à ce que vous écrivez de sorte de ne pas nuire ni au destinataire, ni à l’expéditeur du courrier !

Par ailleurs, la famille d’Hervé Ryssen a fait savoir qu’elle ne souhaitait pas qu’on envoyât de l’argent à Hervé. Elle s’en charge elle-même. En revanche, on peut aider financièrement Hervé Ryssen et sa famille en se procurant ses livres dans toutes les librairies et sur les sites Internet qui les diffusent.



Chronique de la France asservie et.. résistante



(Dessins de Chard)

ON SAVAIT le maire écologiste de Lyon, Grégory Doucet, qui a estimé que le Tour de France était un événement « machiste et polluant » et interdit le survol de Lyon par la patrouille de France, gravement atteint. Mardi 8 septembre, il s'était aussi fait remarquer en boycottant, sous couvert de "laïcité", la cérémonie du Vœu des Echevins, grande tradition catholique mais aussi populaire datant de 1643. Pourtant, dès le lendemain, l'édile posait la première pierre de la mosquée de Gerland. Le connardovirus s'est propagé à la vitesse de la lumière, notamment à Bordeaux où le maire écologiste, Pierre Hurmic, veut expulser les sapins de Noël des places de la ville au prétexte qu'il s'agit d'« arbres morts ».

De Bordeaux, le virus a pris le TGV pour atteindre Rouen où Nicolas Mayer-Rosignol, le maire PS et président de la métropole, se propose de remplacer la statue équestre de l'empereur Napoléon, trônant place de l'Hôtel-de-Ville. La statue est actuellement en restauration à Saint-Rémy-lès-Chevreuse (Yvelines) et le retour de l'œuvre de Vital-Dubray n'est pas certain. Le maire va en effet ouvrir une consultation citoyenne pour « remplacer la statue de la place de l'Hôtel-de-Ville par une figure féminine », relate Paris Normandie. Il déclare vouloir « ouvrir un débat » (ils adorent ça, ouvrir des débats) sur le devenir de la statue équestre et souhaiterait « installer la statue de Napoléon I^{er} autre part dans la ville, et ériger à la place une représentation de figure féminine ».

LES FOLIES DES MAIRES ÉCOLO-GAUCHISTES

Et attention, il a un argument de poids : « La question de l'égalité femmes/hommes est centrale et doit se traduire dans les actes : j'assume la portée symbolique de cette proposition », a déclaré le maire, droit dans ses petites bottines, jeudi 10 septembre, lors de la présentation du programme des Journées du patrimoine. Mais quelle pourrait être cette « figure féminine » ? Il propose Gisèle Halimi, née Zeiza Gisèle Elise Taïeb, « défenseuse passionnée de la cause des femmes et du droit à l'avortement », lit-on sur le blog de France Culture, et avocate ayant défendu avec tout autant de passion les militants du FLN durant la guerre d'Algérie, et qui vient de décéder.

L'histrion halluciné vient de déclarer gravement que « l'érection d'un nouveau monument pourrait s'inscrire dans le cadre de la candidature de la ville à être capitale européenne de la culture en 2028 ». De la culture ou de la bêtise ? En attendant, la popularité des maires EELV de Bordeaux, Lyon, Grenoble et des grandes villes de plus de 100 000 habitants s'effondre dans les sondages. 80 % des sondés manifestent leur désaccord devant leurs "schnapsidées" (expression allemande qui évoque les idées farfelues émergeant d'un esprit embrumé par la consommation d'alcools forts). Les Verts sont vraiment le parti le pire

sur la scène politique. Et pourtant la concurrence est forte !

LES RAVAGES DU CONNARDOVIRUS

Mais revenons à notre virus qui, bien entendu, ne pouvait pas s'arrêter en si bon chemin. Il a pris, comme il se devait, la direction de Montretout, après cette petite halte rouennaise. Marine Le Pen était l'invitée, dimanche 13 septembre, de l'émission « En toute franchise » de LCI. Elle a déclaré à propos de l'affaire Obono : « Je comprends parfaitement que madame Obono ait été blessée par ce dessin. Je trouve ce dessin particulièrement maladroit. Elle porte plainte et c'est normal. » Ahurissant... Jean-Yves Le Gallou (qui n'est pourtant pas d'un courage héroïque de tout communiqué ou tweet à la mort du Professeur Faurisson) a commenté : « Marine n'a toujours pas compris qu'en contribuant à la diabolisation de ses voisins on ne se dédiabolise pas mais on renforce la diabolisation qui est utilisée contre vous. Manque de courage et d'intelligence ». Un internaute, IronmanPatriote, s'interroge sur Twitter : « Où va s'arrêter la soumission de Marine qui défend Obono et charge Valeurs ? Il va devenir urgent de la débrancher ! » C'est aussi l'avis de Pierre Cassen, le patron de Riposte laïque, qui fut pourtant naguère un fervent soutien de la présidente du RN. Il a déclaré sur son blog, au sujet de l'affaire Obono : « Marine Le Pen vient de se suicider pour l'élection de 2022. Elle a rejoint le chenil des prétendus anti-racistes de pacotille et elle a totalement abandonné le camp patriote. Elle a rejoint le camp des ennemis du peuple français. » Et Cassen d'ajouter : « Je n'ai pas envie de vivre dans un pays dirigé par Marine. Je n'ai pas envie de vivre dans un pays où les lois Gayssot, Taubira, Pleven, ne seraient pas remises en cause. On ne peut pas continuer comme ça : au nom de la dédiabolisation, de renier les combats les plus courageux du camp patriote ». S'adressant aux cadres du RN, Cassen conclut : « Je vous en supplie : dégagez-la ! »

Et pendant ce temps, le RN, bien mal en point, tente de recruter des adhérents. Avec un argument choc. On lit sur le site officiel des dons et des adhésions du Rassemblement national, cette alléchante offre : « Pour toute adhésion ou réadhésion, un masque-barrière offert » (voir la capture d'écran ci-dessous). Non, il ne s'agit pas d'un gag ! Marine Le Pen, c'est décidément le règne du conformisme, du gréganisme, de la soumission à la pensée unique et de la bêtise autosatisfaite.

CRÉATION DE L'INSTITUT JEAN-MARIE LE PEN

L'Institut Jean-Marie Le Pen a été créé cet été, comme l'atteste le Journal officiel du 29 août dernier, avec pour mission « la conservation pérenne, l'exploitation et la valorisation des fonds d'archive politique et historique propriété de Monsieur Jean-Marie Le Pen, afin d'en permettre l'accès au grand public. » Le Menhir, qui entend "transmettre", commente, dans un éclat de rire : « Je ne m'attendais pas à vivre aussi longtemps, mais après tout, à cheval donné, on ne regarde pas le licol. Je me considère comme immortel jusqu'à ma mort. Et par conséquent, je ne suis pas libéré de l'obligation d'agir au mieux des intérêts de mon pays ». Lorrain de Saint-Affrique et Gérard Gérin, respectivement secrétaire général et trésorier du nouvel Institut, piloteront ce projet. « Ce sera une sorte d'INA de la droite nationale », déclare Saint-Affrique.

En échange d'une somme modique, chacun pourra y trouver le texte comme les vidéos des discours de Jean-Marie Le Pen, les photos, les affiches et les publications des anciennes revues du Front national. A partir de début 2021.

IL FAUT UN VRAI CHEF POUR REMETTRE DE L'ORDRE EN FRANCE !

Les Français sont majoritairement favorables au rétablissement de la peine de mort, selon une étude Ipsos parue dans Le Monde, et 82 % estiment qu'« on a besoin d'un vrai chef en France pour remettre de l'ordre ». Quelque 55 % des Français (+11 points sur 2019), affirment ainsi qu'il « faudrait rétablir la peine de mort en France ». C'est évidemment chez les sympathisants RN (85 %) et LR (71 %) que l'on trouve le plus d'adhésion à cette affirmation, mais une forte minorité (39 %) l'approuve à gauche et même chez les partisans de Mélenchon et du PCF. Si 82 % des Français espèrent la venue d'un chef, ils sont 97 % des sympathisants des Républicains et du Rassemblement national, et étonnamment 80 % parmi ceux de La France Insoumise et du Parti communiste, les ouvriers (88 %), les retraités (86 %) et les employés (85 %) adhérant davantage à cette affirmation que les professions intermédiaires (79 %) et les cadres (67 %). Les Français sont en outre 88 % (+5 points sur 2019) à considérer que « l'autorité est une valeur qui est trop souvent critiquée aujourd'hui ». Toutes les catégories, retraités en tête (91 %) adhèrent à cette affirmation.

LA GUERRE MARION MARÉCHAL/MARINE LE PEN AURA BIEN LIEU

Pour une supposée retraitée de la politique électorale, Marion Maréchal s'agit beaucoup en cette rentrée. Interview dans la presse, invitée de Jean-Jacques Bourdin et participation aux « Grandes Gueules », création du CAP (Centre d'analyse et de prospective), un think tank adossé à son école, alors qu'elle prétendait ne vouloir intervenir qu'« avec parcimonie » dans le débat. On se pose évidemment des questions quant à ses objectifs. Estimant dans Le Figaro que les LR sont morts suite au « coup de grâce donné par Christian Estrosi », qui propose une alliance avec Emmanuel Macron, elle estime qu'un boulevard s'ouvre pour la droite. Encore faudrait-il qu'elle soit incarnée. On pourrait attendre qu'elle citât sa tante comme recours. Pas du tout. Elle se montre très critique à l'égard d'un parti dont on apprend qu'elle n'a pas renouvelé sa cotisation en 2020. Florilège : « le drame du RN, c'est sa difficulté à parler aux orphelins de la droite ». Critiquant les mises à l'écart de certains cadres proches de sa sensibilité au cours des derniers mois, elle « déplore le fait que les courants ne soient pas représentés », ajoutant : « Pas sûr que ces signaux soient positifs », regrettant une « tendance à la contraction ». Et puis : « Je ne suis pas dans une croisade contre le RN. Mais certains au RN sont dans une croisade contre moi ». Marine Le Pen et l'éviction de Nicolas Bay de la Commission d'investiture (CNI) ? « C'est quelque chose de contre-productif politiquement et maladroit humainement ». L'ancienne élue du Vaucluse a dénoncé une « espèce de tendance un peu stalinienne » d'élus pour qui « tu dois tout au parti et le parti ne te doit rien ». Elle commente les velléités de rassemblement de Marine Le Pen : « A un moment donné, si on veut être dans une démarche de rassemblement, il faut déjà qu'un certain rassemblement vive en interne. Quiconque regarde le fonctionnement du RN aujourd'hui voit bien que ce n'est pas ce qui est à l'œuvre ». Il est vrai que Marine Le

Pen a un don certain de « transformer l'or en plomb », selon la formule de Patrick Buisson. Marion Maréchal affirme dans l'interview qu'elle n'a pas « envie du tout » de briguer l'Élysée ou de se présenter à un quelconque scrutin dans l'immédiat. Elle a par ailleurs indiqué qu'elle ne « comptait pas se mettre au service d'un candidat » à la présidentielle, y compris sa tante. Elle a notamment affirmé au Figaro qu'il lui était « impossible de prédire l'affiche du second tour aujourd'hui », alors que Marine Le Pen, candidate à l'Élysée, est donnée au second tour par de récents sondages. Cette réflexion traduit, plus que de longs commentaires, le fossé existant entre Marion Maréchal et Marine Le Pen. Louis Aliot, qui avait été d'une discrétion de chaisière quant à sa proximité avec le RN durant sa campagne de Perpignan, volète au secours de son ancienne concubine en déclarant que le « non-choix » à la future élection présidentielle, est quelque chose de dramatique », et « les électeurs jugeraient durement un comportement qui vise finalement à donner des bons points ou des mauvais points sans s'engager directement. » Car « c'est considérer qu'on se sent supérieur à tout le monde et qu'on laisse la Présidentielle à d'autres ». Difficile d'être plus aimable !

On le voit, les relations sont exécrables et la tension extrême entre les marinistes et les marionistes. Marine Le Pen, longuement interrogée par Ruth Elkrief sur BFMTV, a déclaré qu'elle n'avait pas eu sa nièce au téléphone à la suite de leurs échanges aigres-doux. Les deux femmes manifestement ne se parlent plus. Après la guerre entre le père et la fille, y aura-t-il à nouveau un conflit violent entre la tante et la nièce ? Tout à terme le laisse à penser. Quelle famille décidément !

SARKOZY, «LES SINGES ET LES NÈGRES»

Yann Barthès recevait sur TMC, dans l'émission Quotidien, Nicolas Sarkozy pour la sortie de son dernier livre Le temps des tempêtes. Il y a eu comme un léger malaise. Nicolas Sarkozy, qui, on le sait, a parfois une maîtrise quelque peu hasardeuse de la langue française, s'est lancé dans une comparaison audacieuse entre les mots "singé" et "nègre". Il a déclaré : « Cette volonté des élites, qui se pincent le nez, qui sont comme les singes qui n'écoutent personne... Je ne sais plus, on a le droit de dire "singé" ? Parce que... On n'a plus le droit de dire les... On dit quoi, Les dix petits soldats maintenant ? C'est ça ? Ouais... Elle progresse la société ! [...] Oui, bah on n'a plus le droit maintenant. On a peut-être le droit de dire "singé" » sans insulter personne. » Bref, il s'était aventuré sur un terrain des plus glissants. Ça s'est mis à couiner sur les réseaux sociaux, mais pas trop quand même. On s'est souvenu de son profond discours, le 17 décembre 2008, à l'Ecole polytechnique sur la nécessité du métissage, vital selon lui car « c'est la consanguinité qui a toujours provoqué la fin des civilisations et des sociétés, jamais le métissage ». Et on lui a pardonné ce petit dérapage.

Robert SPIELER.



du 15 au 30 septembre

POUR TOUTE ADHÉSION OU RÉADHÉSION

UN MASQUE-BARRIÈRE OFFERT

Assorti d'une broderie tricolore, les masques seront envoyés parmi les coloris suivants : bleu marine, bleu roi, blanc, rouge et noir.

adhesions-rn.fr

Les dernières manœuvres de Sion

« Ma parole, Bolloré, c'est une caillera comme nous. Il pense comme nous, il parle comme nous, la seule différence, c'est qu'il est blindé ! »

Cyril Hanouna

ELISABETH Badinter a encore eu l'occasion de s'en prendre à ses concurrentes féministes qu'elle considère comme outrancièrement guerrières et donc impitoyables. En effet, ayant eu vent d'une plainte pour harcèlement sexuel contre Pierre Aidenbaum émise par une ancienne collaboratrice, Anne Hidalgo n'a pas eu d'autre choix que de le mettre à l'écart en lui retirant son poste d'adjoint (où il s'occupait de la Seine). Après Christophe Girard, ancien patron de la stratégie mode pour LVMH (numéro un du luxe dans le monde), deuxième plus grand client de PUBLICIS après l'énorme TOTAL, donc, disons-nous, après Girard pulvérisé en plein vol à cause de ses accointances avec Matzneff et des soupçons de viol sur un adolescent, ce fut, il y a quelques jours, Aidenbaum que l'on vit se désintéresser en plein jour, Aidenbaum, ancien patron de la LICRA, partenaire et client emblématique et très républicain de Publicis ! Cela va décidément mal pour Publicis et pour les Badinter en particulier, puisque, là encore, un membre historique de la Mitterrandie s'écrase comme une bouse. Avant d'avoir assumé ses responsabilités licrateuses, Aidenbaum avait été un proche de l'homme de Jarnac et de Solutré en tant que conseiller spécial pour les relations de la France avec Israël au début des années 1980. Il faut bien le dire, plus les choses avancent, les révélations s'accumulent, plus l'ombre de la Mitterrandie plane sur une multitude d'affaires aux remugles épouvantables. L'affaire Matzneff ne fait que commencer.

PIERRE AIDENBAUM EN SOURDINE, JUDITH WAINTRAUB EN ÉCHO

Cependant, la démission de Pierre Aidenbaum, et sa réputation salie, constituent aussi un traumatisme pour certains dignitaires de la communauté qui, aujourd'hui, se dressent comme les archanges de la liberté et de la sécurité de l'Occident, en particulier de celle des femmes qu'ils entendent protéger hardiment contre tous les musulmans du monde entier. Les officines radicales devraient cependant surveiller parfois certains de leurs membres avant de donner des leçons de féminisme au monde entier. C'est très maladroitement ce qu'a essayé de faire la botoxée Judith Waintraub, journaliste au *Figaro magazine*, avec son tweet du 11 septembre impeccablement préparé. La petite Waintraub retweeta ainsi en ce jour anniversaire « des avions fabuleux écrasés sur deux tours emblématiques » une petite vidéo (diffusée initialement par la très sioniste BFMTV) d'un tuto cuisine présentée par une jeune étudiante voilée appelée Imane en la légendant sobremment : « 11

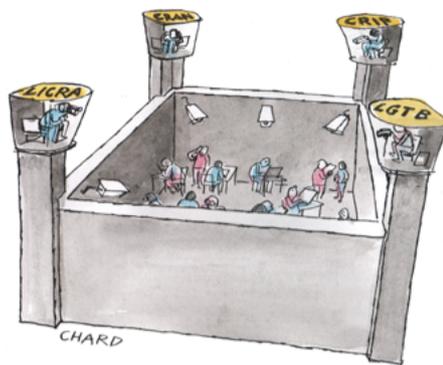
septembre ». Un tweet tiré par les cheveux, pardon par le voile, qui insinue que toute manifestation mahométane publique en ce jour commémoratif serait mal venue. Ce qui signifie bien sûr dans le même temps que la destruction des tours new-yorkaises est naturellement, c'est acté pour tout le monde, musulmans y compris, le fait de ces derniers. Ce n'est pas idiot de la part de la mouvance à laquelle appartient Judith Waintraub (on devine qu'elle n'a pas pris seule la décision d'envoyer ce scud qui entraîna des explosions en chaîne dans tous les media) d'avoir commis cette provocation car elle oblige nombre de coreligionnaires d'Imane, notamment ceux qui sont convaincus que la version officielle du 11-Septembre est une fable, à intervenir, à protester, et donc à faire accroire qu'ils pensent que cette confusion ou cet amalgame entre terroristes et musulmans lambda est scandaleuse.

Disons-le tout net, cette réaction est précisément celle qui était attendue par Judith Waintraub et sa bande. Soit faire en sorte que la majorité musulmane, aussi chagrinée soit-elle sur le coup par l'insolence de Judith Waintraub, se démarque ostensiblement de l'islam condamné par le media sioniste, c'est-à-dire de l'islam rigoriste, "judéophobe", antisioniste, anti-homosexuel et antilibéral. Au lieu de répondre sur le fond, un public remonté réagit d'une façon épidermique et se fait manipuler une nouvelle fois. La meilleure réponse aurait consisté à railler Judith Waintraub (une très proche de Marek Halter qui est tout simplement un agent du Mossad selon l'ancienne DST — c'est ce qu'affirmait le journaliste du *Monde*, Piotr Smolar, en 2005 — révélation qui n'avait rien de surprenant) et à se moquer de son indignation programmée. Ce qui devait arriver, arriva cependant. Un inconnu du genre énervé envoya un tweet belliqueux à l'adresse de la journaliste botoxée. Avec une référence explicite aux attentats perpétrés contre *Charlie Hebdo*. C'était malheureusement très prévisible. Waintraub est, bien entendu, une victime. On ne saurait le nier.

LA LICRA SE RESSAISIT ET CRÉE LE BUZZ. UN COUP DE STASI ?

A peine la polémique lancée par Judith Waintraub se dissipait-elle qu'une nouvelle crise éclata, sous l'impulsion cette fois-ci, de notre chère LICRA. Laquelle ne crut pas bon de commenter la démission de son ancien chef de file Pierre Aidenbaum persécuté par des accusations antisémites de violences sexuelles, mais elle trouva une menace qui saisit d'effroi l'élite de notre indigénat. Après Waintraub, Mario Stasi, patron actuel du machin au nom prédestiné, fit le travail.

Le problème avec la racaille, selon la LICRA, ce n'est pas qu'elle violente les Bourguignonnes et les Corrésiennes, qu'elle deale, qu'elle incite à la toxicomanie, non, c'est qu'elle se moque de la shoah. Mario



Stasi et ses acolytes éruèrent, sans prévenir, une alerte à l'antisémitisme. Où on entendit en substance : « Au secours, un rappeur tout maigre chante des mots disgracieux ! Il cite même Adolf ! Voyez, voyez, c'est un islamo-nazi ! C'est un conspi-nazi déguisé en rappeur ! Voyez la preuve, voyez l'ultime preuve de la collusion entre Islam et fascisme. L'horreur ! L'horreur, voir ça en 2020, après Halimi et Halimi, Knoll et l'école juive de Toulouse, va falloir comprendre que les Juifs ne vont pas se laisser faire, hein, ça ne va pas se passer comme ça, hein, on ne va pas aller au Vel d'Hiv, comme ça, c'est fini, on est bien gentil, hein, hein, mais les Juifs ont droit à la sécurité, ici et ailleurs, voyez ? »

FREEZE CORLEONE MANIPULÉ ?

On nous prend pour des crétiens ? On va nous jouer encore combien de temps cette partition ? Ce genre d'antisémitisme, bouillie insipide exposée dans des vapeurs de crack, ne sert qu'à une chose et ne profite qu'à une seule partie, toujours la même. Le rappeur qui aurait déclenché une descente d'organe chez Stasi est un certain Freeze Corleone, jeune homme italo-sénégalais qui, loin de contribuer à donner du crédit aux combats de notre temps, abêtit la jeunesse et l'incite insidieusement à se droguer, notamment à la codéine. Triste sire dont les tatouages en disent long sur la niaiserie abyssale, avec notamment le portrait de Nicolas Tesla, certes brillant inventeur, mais surtout loué chez les puissants dont Elon Musk qui donna son nom à l'entreprise qu'il créa, pour son satanisme ésotérique (qu'il enseigna à l'écrivain Mark Twain).

On a en fait l'impression que l'artiste qui parle tous azimuts de complot est lui-même plongé en plein dedans. On ne nous fera pas croire en effet que la prose de Freeze Corleone était inconnue des critiques et des faiseurs d'or de la grande production avant que cette dernière ne l'embauche sous l'égide d'Universal, soit Vivendi dirigé par Yannick Bolloré, le fils prodige de Vincent Bolloré.

« Déter (déterminé, ndlr) comme Adolf, années 40 pétasse »

(« Purification », en featuring avec Alkpote, 2019)

« J'arrive déterminé comme Adolf dans les années 30 »

(« Bâton Rouge », 2016)

« Nègre, j'ai la dalle, j'arrive miché comme un Allemand en 1921 »

(« 38 spécial », en featuring avec Roi Heenok, 2019)

« Déterminé avec des grandes ambitions négro, comme le jeune Adolf »

(« KKK », en featuring avec Veerus, 2018)

« Chen Zen, j'ai les techniques de propagande de Goebbels » (« THC », 2017).

N'oublions pas ces paroles, très productives, qui vous feront rire comme elles m'ont fait rire quand vous connaîtrez l'ironie du moment : « Fuck un Rothschild, Fuck un Rockefeller » (« Bâton Rouge », 2016). Bien. Mais alors, pourquoi les Rothschild, qui connaissent les discours de Freeze Corleone, l'ont-ils recruté ? Les Rothschild connaissent bien Freeze Corleone mais Freeze Corleone connaît peut-être mal les Rothschild et leur généalogie.

Bolloré est en effet un descendant en ligne directe des Rothschild par la branche Von Goldschmidt (la grand-mère maternelle de

Vincent Bolloré, Nicole, est née Von Goldschmidt). La famille "bretonne" fait partie de la dynastie Rothschild. Appartenance qui lui donne des droits, c'est certain, mais aussi des devoirs dont celui de travailler pour la communauté, et d'aller dans le sens de l'histoire imprimée par la famille aux cinq flèches et par ses affidés. Yannick Bolloré est le premier à savoir tout ça. Rothschildien, membre du Siècle, Young Global Leader au World Economic Forum, soutien macronien, and the last but not least, Menorah d'or du B'nai Brith en 2010 pour avoir « illustré et défendu les valeurs universelles ou individuelles, d'éthique, de morale philosophique et religieuse », Yannick Bolloré est un dévoué serviteur de la cause, qui ne compte pas ses sous quand il faut aider (la famille Bolloré a longtemps été soutenue par les cousins de la grosse banque, elle sait se montrer altruiste à son tour envers ses prochains). D'ailleurs, il n'est pas à un million près.

BOLLORÉ AU FOUR ET AU MOULIN !

Après l'alerte lancée par la LICRA, les politiques se sont bousculés pour dénoncer l'affreux zozo antisémite qui fait honte à leur république de sagouins, Darmanin a serré les fesses et a exigé qu'enquête fût faite sur l'olibrius, et, bien sûr, on l'attendait, la bande hystérique de Touche pas à mon poste (TPMP) emmenée par l'enfarné Cyril Hanouna sur C8, une chaîne du groupe Canal+ contrôlée par... Bolloré, a déblatérisé sur le sujet. Ou comment l'élite médiatico-politique prend les Français pour des gaufres. Au cours de l'émission du 17 septembre durant laquelle tous les acteurs de ce programme débilitant firent triste mine comme s'ils enterraient minet, la prestation de dame Valérie Benaïm fut époustouflante avec en point d'orgue ce moment particulièrement émouvant où l'on apprit qu'elle était juive (c'est une surprise) et donc pour cette raison d'autant plus heurtée par toutes ces paroles horribles. Hanouna, le charisme incarné, n'avait plus de mots. Il était donc venu le temps de la conclusion que l'on ne connut que le lendemain quand Universal Music (Vivendi) de Yannick Bolloré annonça solennellement qu'il venait de congédier l'infâme antisémite !

UN SYSTÈME MÉDIATIQUE CADENASSÉ

Une affaire rudement menée, un exposé du "fascislamisme" qui est un nouvel élément de la dialectique imposée par la puissance sioniste internationalement organisée, un travail de pros qui déboucha donc sur une nouvelle leçon adressée à tous les apprentis rappeurs de "Fronce" (le message : à l'avenir assagissez-vous les petits loups si vous espérez faire carrière dans la musique ; les portes sont ouvertes mais elles se referment pour les mal pensants), et ils sont terriblement nombreux.

Le Système tient d'abord sa puissance de son pouvoir médiatique. Il crée l'événement quand il le veut, débat sur un sujet quand il le veut et l'organise comme il le veut. Le pouvoir n'est fort que par la sidération qu'il exerce sur les spectateurs qu'on appelle ironiquement citoyens. On donne du citoyen au Français de base pour l'enorgueillir et lui faire croire qu'il dispose d'un pouvoir sur la direction politique de notre indigénat. Mais l'immense majorité n'a jamais été citoyenne mais avaleuse d'ordres succombant au vouvoiement des politiques et aux paillettes. Hier encore, j'admonestais un militant socialiste ou macronien, professeur d'histoire-shoahiste dans un collège tout gris en lui faisant remarquer que la masse était malheureusement abrutée par les media systémiques. L'enseignant qui devait être encarté à la Ligue des Droits de l'Homme m'insulta en réponse avant de m'apprendre que le peuple travailleur avait bien le droit de se décontracter après une dure journée de labeur en regardant en chaussettes Cyril Hanouna et sa fine équipe ou en écoutant de la variété (diffusée par Universal). Il m'a séché, comme disent les jeunes. Il avait tout résumé.

François-Xavier ROCHETTE.

VENDREDI 2 OCTOBRE 2020 À 19H

PIERRE-ANTOINE COUSTEAU

GRAND REPORTER ET SOLDAT POLITIQUE

Par son fils le Dr. Cousteau

19H : CONFERENCE (5€)
20H30 : BUFFET (5€)

CERCLE.DRUMONT@GMAIL.COM




06 33 23 18 07

Le lobby sioniste international contre le Liban

DANS LE précédent numéro de RIVAROL, nous avons retracé chronologiquement les tentatives d'invasion et de destruction du Liban par l'entité sioniste, des années 1920 aux années 1980. Nous allons ici analyser la séquence historique 2000/2020 durant laquelle le lobby juif aux Etats-Unis a activement œuvré contre le Liban.

LA PROPAGANDE ISRAËLIENNE AUX ÉTATS-UNIS

En 2002, à la conférence annuelle du puissant lobby pro-israélien (aux Etats-Unis) AIPAC, dont le thème était « *L'Amérique et Israël contre le terrorisme* », les discours tournaient autour de la « menace » commune aux États-Unis et à Israël représentée par Yasser Arafat, Oussama Ben Laden (l'ancien employé de la CIA), les Talibans (armés et soutenu par la même CIA via les Services spéciaux pakistanais), le Hamas, le Hezbollah, l'Iran et la Syrie.⁽¹⁾

Dès la mi-avril 2003, alors que l'Irak venait tout juste de tomber sous les bombes des États-Unis

ou poussés par le lobby pro-israélien, les dirigeants de l'État juif commencèrent à inciter les États-Unis à s'attaquer au régime syrien et au Hezbollah. Le journal de la communauté juive new-yorkaise, *Forward*, publiait d'ailleurs le 11 avril



2003 un article intitulé « *Jerusalem Urges Bush ; Next Target Hezbollah* » (Jerusalem exhorte Bush ; la prochaine cible est le Hezbollah).⁽²⁾

Dans un entretien accordé le 15 avril 2003 au journal *Yedioth Aharonoth*, le Premier ministre israélien Ariel Sharon déclarait que Bachar el-Assad était un « *homme dangereux, incapable de jugement sain* ». C'est ce que les Israéliens disaient déjà de Saddam Hussein, qui aurait, avec la complicité de Damas, dissimulé des « *armes de destruction massive* » en territoire syrien juste avant le début des hostilités. Sharon se mit à appeler les États-Unis à exercer une « *très forte pression* » sur la Syrie pour l'obliger à mettre fin à son soutien au Hamas et au Jihad islamique, sur le Liban, en l'exhortant à expulser les Gar-

diens de la Révolution iraniens de la plaine de la Bekaa, et à cesser de coopérer avec l'Iran. Le Premier ministre israélien exigeait des Américains qu'ils obligent le Hezbollah à se retirer de la frontière israélo-libanaise et à le remplacer par l'armée libanaise, et aussi à éliminer ses missiles à courte portée visant le territoire israélien⁽³⁾. En somme, Sharon exigeait que sautassent au Levant tous les verrous empêchant Israël de s'étendre ; il voulait la région livrée sur un plateau, sans résistance aucune. Un diplomate israélien a même critiqué les revendications osées de Sharon, l'invitant à être plus discret sur les relations entre Damas et Washington⁽⁴⁾.

LES SANCTIONS ÉCONOMIQUES AMÉRICAINES CONTRE LE LIBAN

Si l'on suit les faits chronologiquement, il apparaît que la révolte des Libanais à partir d'octobre 2019 — qui est légitime, mais qu'on a tenté de pervertir en l'orientant contre le Hezbollah, lequel est étranger aux problèmes économiques du Liban — a été précédée par des sanctions économiques états-uniennes contre le Hezbollah et ses alliés, aggravant la crise.

Les États-Unis ont imposé en juin et juillet 2019 des sanctions à l'encontre de plusieurs responsables politiques du Hezbollah, dont, et ce fut une première, certains élus au Parlement : le Président du Groupe Parlementaire du Hezbollah, Mohammed Raad et son collègue, le député Amine Cherry, ont vu leurs noms inclus sur la liste des personnes visées par Washington. Également visé par ces sanctions, un responsable sécuritaire du groupe politique Hezbollah, Chafic Safa.

Un mois plus tard, l'*Office of Foreign Assets Control* (organisme de contrôle financier dépendant du Département du Trésor des États-Unis) a sanctionné la *Jammal Trust Bank* pour « *avoir sciemment facilité des activités bancaires* ». La banque, qui a nié les accusations, a été contrainte de fermer par la suite.⁽⁵⁾

En août 2019, l'on apprenait, par le journal *Al Akhbar*, que les autorités états-uniennes envisageaient d'adopter des sanctions économiques contre des personnalités chrétiennes soutenant le Hezbollah. Notamment des hommes d'affaires proches du Courant Patriotique Libre du Président de la République libanaise, Michel Aoun, du Parti social nationaliste Syrien (PSNS) et des Marada de Sleiman Franjeh⁽⁶⁾. Ces sanctions ont été dénoncées par les autorités libanaises.

Les États-Unis accusent ainsi les deux parlementaires libanais d'utiliser leurs postes pour « *des activités violentes* », selon le communiqué. Le Hezbollah, indique le communiqué du Trésor américain (contrôlé par le lobby pro-israélien), utilise ses parlementaires pour manipuler les institutions libanaises et soutenir les intérêts financiers du « *groupe terroriste* » et améliorer les « *activités malignes* » de l'Iran.

Le gouvernement américain indique vou-

loir ainsi continuer de soutenir les efforts du gouvernement libanais pour protéger ses institutions de l'Iran « *et de ses proxies terroristes* » pour un avenir prospère et en paix. Le Président de la Chambre libanaise a estimé qu'elles constituaient une attaque contre le Liban et ses institutions.⁽⁷⁾

Dans un article du 4 octobre 2019, l'agence Associated Press rapporte que « *l'administration Trump a intensifié les sanctions contre le groupe militant libanais et les institutions qui lui sont liées à un niveau sans précédent, ciblant pour la première fois les législateurs ainsi qu'une banque locale qui, selon Washington, a des liens avec le groupe* », et de préciser qu'en septembre 2019 — le mois précédent les manifestations dans les rues libanaises — « *deux responsables américains se sont rendus à Beyrouth et ont averti que les sanctions allaient augmenter pour priver le Hezbollah de ses sources de revenus. Ces sanctions s'ajoutent à la grave crise financière et économique du Liban. Les responsables libanais avertissant que l'économie et le secteur bancaire du pays ne peuvent pas supporter cette pression.* »⁽⁸⁾

Un des deux responsables américains qui s'est rendu à Beyrouth pour menacer le gouvernement libanais est l'assistant du secrétaire d'État américain pour les affaires proche-orientales, David Schenker, un juif américain qui a agi en faveur du lobby pro-israélien AIPAC⁽⁹⁾.

Les États-Unis, bras armé d'Israël, ont sciemment aggravé la crise financière et économique libanaise pour faire pression sur le gouvernement afin qu'il se détache du Hezbollah qui est lui-même mis sous pression.

Dans cette séquence, la responsable de la politique de pression économique visant le Liban est la Sous-secrétaire états-unienne au Trésor chargée du terrorisme et du renseignement financier, Sigal P. Mandelker. Elle a déclaré, lors d'un déplacement aux Émirats arabes unis, en septembre 2019 : « *Nous avons récemment pris plus de mesures contre le Hezbollah que dans toute l'histoire de notre programme antiterroriste* », et d'ajouter que « *Washington est convaincu que le gouvernement libanais et la banque centrale feront ce qu'il faut ici en s'assurant que le Hezbollah ne puisse plus avoir accès aux fonds de la banque.* »

M^{me} Mandelker est une avocate juive américaine se présentant comme une « *enfant de survivants de l'Holocauste* »⁽¹⁰⁾.

Le magazine américain *The Atlantic* désigne, dans un article du 20 juillet 2019, Sigal P. Mandelker comme étant la femme au centre de la politique anti-iranienne de Trump⁽¹¹⁾ : « *Elle est l'un des responsables les plus puissants qui conçoivent la stratégie de l'administration de Trump pour forcer la capitulation iranienne — ou, à défaut, peut-être même l'effondrement du gouvernement.* »

L'objectif à atteindre par les sanctions économiques est de faire s'effondrer l'Iran et le Liban. « *Sans aucun doute, les sanctions fonctionnent* » s'est exclamée M^{me} Mandelker, citant « *les plaintes des Iraniens selon lesquelles leurs exportations de pétrole étaient à leur plus bas niveau jamais atteint, et que les proxies iraniens tels que le Hezbollah lançaient des appels aux dons* ».

Atlantic rapporte ainsi que l'avocate a « *un autre objectif déclaré, et c'est celui qui l'anime particulièrement. Les mauvais*

acteurs ont besoin d'argent pour faire de mauvaises choses », dit-elle, « *avec un air furieux alors qu'elle cite une litane de méfaits iraniens, allant de la menace envers Israël au soutien à Bachar al-Assad en Syrie.* »

Elle se présente personnellement comme une enfant de survivants de l'Holocauste, et a parlé publiquement du rôle du département du Trésor des années 1940 dans le gel des avoirs nazis à peu près au même moment où ses parents se cachaient en Europe de l'Est. « *Ils se cachaient sous terre, dans les forêts, dans les fossés et sous les meules de foin* », a-t-elle déclaré lors d'un discours au Musée de l'Holocauste en avril. « *J'ai grandi en entendant leurs histoires, y compris sur les moments de grand courage, dont certains ont abouti à la survie et d'autres à la mort* ». »

Nous avons tous grandi en entendant à l'école ces histoires... Mais tout cela n'a pas grand rapport avec l'Iran et le Hezbollah. Le lien est à chercher du côté de l'État juif qui a fait de la Shoah une rente financière et politique ainsi qu'un permis de tuer les Palestiniens, les Libanais et de déclencher des guerres faisant des millions de morts, comme en Irak.

The Jerusalem Post explique que l'attachement de M^{me} Mandelker à Israël est à la fois tribal et idéologique : « *Bien qu'elle ait des liens avec Israël, M^{me} Mandelker a grandi aux États-Unis, et sa position ouvertement pro-israélienne semble plus ancrée dans l'idéologie que dans une simple affiliation tribale générale.* »⁽¹²⁾

L'on apprend encore que Stuart Levey qui, « *sous l'administration de George W. Bush, a été le fonctionnaire fondateur dans le rôle qu'occupe aujourd'hui Mme Mandelker, se souvient avoir travaillé avec elle au ministère de la Justice après le 11 septembre et dit qu'elle était constamment à son bureau à cette époque, essayant de trouver de nouvelles façons de cibler Al-Qaïda.* »⁽¹³⁾

Loin d'être ciblé par les États-Unis, Al-Qaïda a été créé et soutenu par ces derniers jusqu'à la guerre en Syrie.

Mandelker a été mise à l'honneur par *The Jerusalem Post* où elle est présentée comme celle qui « *porte, plus que quiconque sur la planète, atteinte à la capacité de Téhéran à poursuivre ses plans d'hégémonie nucléaire et régionale*... »⁽¹⁴⁾

Elle a aussi dans sa ligne de mire les liens économiques de l'Iran avec les Émirats arabes unis, car, d'après elle, « *la Banque centrale d'Iran a utilisé six sociétés écrans et un vaste réseau de change en Iran et aux Émirats arabes unis pour exploiter le marché des changes des Émirats arabes unis afin de transférer des millions de dollars américains en vrac.* »

Les différents postes du Trésor états-unien (l'équivalent du ministère de l'Économie et des Finances) semblent être occupés traditionnellement par des membres de la communauté juive. Voici une liste qui ne remonte qu'à l'année 2004 (jusqu'à aujourd'hui) : Stuart Levey, David S. Cohen, Adam Szubin (juif orthodoxe), Steven Mnuchin (secrétaire du Trésor, investisseur et homme d'affaires de la banque juive américaine Goldman Sachs), Sarah Bloom Raskin, Sigal P. Mandelker (elle a quitté son poste en octobre 2019 pour retourner dans le privé), Justin Muzinich. Installés au cœur de l'appareil d'État américain, ils ont tous mené la même politique pro-israélienne contre l'Iran et ses alliés.

Jean TERRIEN.

12. <https://www.jpost.com/Israel-News/Sigal-Mandelker-Meet-the-woman-who-is-seizing-Irans-money-602815>

13. <https://www.theatlantic.com/politics/archive/2019/07/Mandelker-iran-sanctions/594412/>

14. <https://www.jpost.com/Israel-News/Sigal-Mandelker-Meet-the-woman-who-is-seizing-Irans-money-602815>

1. Dana Hearn, « AIPAC Policy Conference, 21-22 April 2002 », *Journal of Palestine Studies* 31, n° 4, été 2002, pp. 66-79.

2. Seymour Hersh, « The Syrian Bet » ; Molly Moore, « Sharon Asks U.S. Pressure Syria on Militant », *Washington Post*, 17 avril 2003 ; Ori Nir, « Jerusalem Urges Bush ; Next Target Hezbollah », *Forward*, 11 avril 2003 ; Ori Nir, « Sharon Aide Makes the Case for U.S. Action against Syria », *Forward*, 18 avril 2003 ; Marc Perelman, « Behind Warnings to Damascus : Reassessment of Younger Assad », *Forward*, 18 avril 2003 ; et Daniel Sobelman et Nathan Guttman, « PM Urges U.S. to Keep on Syria, Calls Assad "dangerous" », *Haaretz*, 15 avril 2003.

3. La citation de Sharon et sa liste d'exigences sont tirées de Daniel Sobelman et Nathan Guttman, « PM Urges U.S. to Keep Heat on Syria... ». Voir également Molly Moore, « Sharon Asks U.S. », art. cit. Cité par Walt et Mearsheimer, op. cit. p. 299.

4. Herb Keinon, « Sharon Criticized for Public Declaration on Syria-U.S. Tension », *Jerusalem Post*, 16 avril 2003.

5. <https://apnews.com/a37836f1f39f40028710c2ad226a7760>

6. <https://libanews.com/liban-usa-sanction-cpl-marada-psns/>

7. <https://libanews.com/liban-berry-sanctions-american-deputees-hezbollah/>

8. <https://apnews.com/a37836f1f39f40028710c2ad226a7760>

9. <https://prospect.org/world/trump-official-briefs-aipac-as-democrats-rally-around-j-stre/>

10. https://en.wikipedia.org/wiki/Sigal_Mandelker

11. <https://www.theatlantic.com/politics/archive/2019/07/Mandelker-iran-sanctions/594412/>

Comment trouver RIVAROL en kiosques ?

Sur la page accueil de notre site www.rivarol.com, cliquez sur l'onglet « *Points de vente* » et vous aurez ainsi accès à l'intégralité des points de vente actualisés de RIVAROL dans toute la France, classés par département. Vous pourrez ainsi trouver plus facilement l'hebdomadaire de l'opposition nationale près de chez vous.

Les priorités de l'Union Européenne : tout pour la destruction des peuples européens !

LA COMMISSION européenne se définit elle-même, de façon militante, comme le gouvernement de l'Union Européenne. Si l'Union Européenne était un véritable Etat fédéral, elle serait ce qui y correspondrait le plus. De même, le parlement européen se veut véritablement un parlement de tous les citoyens de l'Union Européenne. Dans un jeu de rôles voulu par les deux acteurs, la présidente de la Commission a présenté son programme politique devant le parlement, comme s'il s'agissait de l'exercice normal du pouvoir dans un grand Etat démocratique de plusieurs centaines de millions de citoyens.

Cette comédie serait risible si elle n'avait pas des conséquences effectives, et des plus négatives, sur les peuples européens.

QUE SONT LA COMMISSION ET LE PARLEMENT EUROPÉENS ?

La Commission est désignée à la suite de tractations complexes, opaques, entre Etats membres. Chaque Etat membre, et surtout les plus modestes, de Malte à l'Estonie, tient à disposer d'un commissaire européen, ce qui est devenu de plus en plus difficile. La tradition consiste à recycler des personnalités politiques en fin de carrière. C'est typiquement le cas de M^{me} van der Leyen, ancien prodige de la CDU allemande, successeur logique pour de nombreux analystes de M^{me} Merkel ; mais elle a complètement échoué dans sa gestion du ministère de la Défense allemand (de décembre 2013 à juillet 2019), avec une armée qui n'est tout simplement plus opérationnelle, avec des avions qui ne peuvent plus décoller et des camions qui ne peuvent plus rouler. Elle avait passé son temps à chasser des nazis infiltrés dans la Bundeswehr, la plupart du temps totalement imaginaires. Ce précédent est des plus inquiétants, et sur sa compétence, et sur ses obsessions. Sa nomination a été le résultat de pressions écrasantes de M^{me} Merkel : c'est pourtant peu fin, peu politique, de manifester autant le poids de l'Allemagne, de très loin la première puissance économique, dans l'Union Européenne, avec cette présidence. Mais c'est probablement un choix délibéré, M^{me} Merkel désirant intervenir directement via sa marionnette. Elle se préparerait aussi un nouvel emploi après la fin de son dernier mandat de chancelière, qui devrait connaître son terme aux prochaines élections législatives de septembre 2021. Elle remplacerait alors M^{me} van der Leyen, sous les applaudissements d'un parlement complaisant. C'est une hypothèse très couramment formulée.

M^{me} la présidente de la Commission a tenu une forme de discours de politique générale devant le parlement. Tant la forme de l'exercice, que le fond du propos, constituent des actes révolutionnaires qui contribuent, efficacement — il y a tout lieu de le craindre —, à la destruction des nations européennes. On aurait tort de prendre cette recalée de la politique allemande, exfiltrée à Bruxelles, et personnellement mère de famille nombreuse, pour une créature inoffensive, voire, pour ses nombreux enfants — sept ! —, superficiellement sympathique. Or, elle a développé un programme effrayant, aligné sur les exigences des écolo-gauchistes. Quel avenir pour ses propres enfants ! Ces écolo-gauchistes sont certes trop nombreux, mais très loin d'être majoritaires au parlement européen : pourtant, ils exercent manifestement une domination culturelle totale sur cette assemblée, de la vraie gauche à la fausse droite — comme la CDU allemande de M^{mes} van der Leyen ou Merkel ou les LR en France —.

Rappelons que le parlement européen est, lui, en principe élu directement par tous les citoyens de l'Union Européenne, de façon grossièrement proportionnelle à la population des Etats. Il est en ce sens beaucoup plus démocratique que la Commission. Toutefois, cette représentativité est entachée par une abstention absolument massive dans la plupart de l'Est



(Dessin de Chard)

de l'Europe, souvent nettement majoritaire, et même nombreuse en Europe occidentale (50 % en France en 2019). Cette citoyenneté européenne ne disant rien à la plupart des supposés citoyens, ils s'abstiennent donc. Ne se mobilisent que les clientèles électorales les plus fidèles des partis au pouvoir, ou la minorité agissante vraiment convaincue par l'euro-fédéralisme, dans ses deux variantes, libérales ou écolo-gauchistes, d'où des scores disproportionnés de ces partis : la France est un cas assez typique, malgré la dispersion apparente, et une fausse victoire du RN — moins du quart des suffrages pour la seule opposition officiellement patriotique — ; il y a donc eu plus de 75 % de suffrages exprimés pour le Système (soit 37 % du corps électoral).

En outre, au sein même du parlement européen, dominant des lobbies très agressifs, qui répandent leurs idéologies et veillent à les diffuser auprès des députés, soit la destruction de la famille traditionnelle et l'invasion migratoire comme idées majeures effectives, avec la destruction de notre industrie au nom du mythe de l'urgence climatique...

A leur sujet, la Commission et le parlement européens, l'expression de Maurras distinguant le « pays légal » du « pays réel » s'applique comme jamais. En l'occurrence, le pays réel n'existe plus vraiment. Mais les délires du pays légal ont de terribles conséquences effectives sur ce qui reste de pays réel.

UNE DÉMARCHE EUROMONDIALISTE EN SOI MILITANTE

Les institutions de l'Union Européenne restent particulièrement complexes, et illisibles pour le commun des mortels. Seul un spécialiste en « droit européen » les comprend vraiment. Dans le flou et l'opacité des compétences réelles, d'un commun accord, Commission comme parlement empiètent de plus en plus sur les prérogatives des Etats membres, en principe plus ou moins garanties par les traités européens eux-mêmes — à dessein contradictoires —, et le Conseil Européen, animé par les chefs d'Etat et de Gouvernement de tous les pays de l'Union.

L'Union Européenne a été copiée, à partir des années 1950, sur le modèle évident des Etats-Unis d'Amérique. C'était l'incarnation, à travers la CEE puis l'Union Européenne, du rêve des « Etats-Unis d'Europe » de Victor Hugo. Le problème est qu'il existe une nation états-unienne, blanche chrétienne, anglophone, et désormais menacée de submersion migratoire par les Latinos, mais pas de nation européenne. En outre, si en 1850 encore, toute l'Europe cultivée, de Lisbonne à Saint-Petersbourg, parle français, une très grande langue de culture, ce n'est absolument plus le cas depuis les années 1920, voire 1950 au plus tard. Aujourd'hui, est utilisé comme langue véhiculaire un mauvais anglais, l'anglais appauvri des affaires aux Etats-Unis — très loin des splendeurs de Shakespeare —. M^{me} van der Leyen, la présidente de la Commission, depuis le 1^{er} décembre 2019, de nationalité allemande,

s'exprime délibérément dans cet anglais. Ainsi, elle est comprise directement par la grande majorité des députés. L'imitation a repris significativement la langue du modèle. Le tumultueux départ du grand pays naturellement anglophone, le Royaume-Uni, en cours de Brexit, n'y a manifestement rien changé.

Ainsi, il faut rappeler qu'il n'existe tout simplement pas de nation européenne. Il existe une civilisation européenne, un ensemble de peuples apparentés qui doivent s'entraider dans toute la mesure du possible, en particulier face à des périls communs, comme le communisme hier — d'où le soutien de nos grands ancêtres du RIVAROL des années 1950 pour ce qui aurait pu être une confédération européenne anticommuniste —, ou l'immigration mahométane de Grand Remplacement aujourd'hui. Or, la Commission, comme le parlement, comme la grande majorité des Etats européens agissent dans un sens convergent.

Ces européistes, ces euromondialistes qui n'ont que le mot « Europe » à la bouche, qui prétendent incarner un mythe « peuple européen », ne voient dans l'Union Européenne qu'une étape naturelle, continentale, en attendant le stade ultime, mondial, de la fusion de toutes les populations humaines. C'est véritablement vouloir retourner à la Tour de Babel. Le précédent biblique n'avait pas été une réussite. Tous les exemples récents des pays de l'Union Européenne les plus envahis, comme la France et la Suède, démontrent pourtant, depuis des décennies, et chaque jour plus nettement, l'échec de l'immigration extra-européenne de masse. Pourtant la représentante suédoise à la Commission, M^{me} Johansson, se montre la plus acharnée en soutien à la Grande Invasion, dans la droite ligne de la politique générale définie par la présidente van der Leyen.

UN PROGRAMME EFFRAYANT : DÉCADENCE ET GRAND REMPLACEMENT OBLIGATOIRES

M^{me} van der Leyen prétend donc vraiment gouverner l'Union Européenne, et tancer au besoin les Etats européens qui s'opposeraient à sa politique. C'est tout simplement anticonstitutionnel, car les Etats de l'Union peuvent encore définir leurs lois sociétales et migratoires, domaines à l'évidence essentielles.

Lorsque le président Trump a l'air de mépriser les droits des Etats, c'est immédiatement l'insurrection des bonnes consciences progressistes médiatiques, dénonçant un dictateur, voire un nouvel Hitler — slogan particulièrement délirant pour l'un des plus sionistes des présidents états-unis —... Pourtant, Trump n'a pas forcément tort, lorsqu'il prétend en particulier faire respecter ses lois restrictives sur l'immigration, en particulier clandestine, contre les sabotages délibérés des Etats et des maires démocrates. Après une protestation verbale pour le principe, à tort ou à raison politiquement — car entrer en guerre judiciaire contre des Etats pourrait être très contreproductif électoralement —, Trump finit toujours par céder, sans le dire, en renonçant à la lutte.

La présidente de la Commission, elle, se permet tout, avec le soutien enthousiaste de media gauchistes des plus complaisants : ainsi, à la tribune du parlement, elle a violemment tancé les gouvernements polonais et hongrois. En respectant les traités passés, ils refusent en effet absolument d'adhérer aux antivaleurs à la mode à Bruxelles, soit le soutien à toutes les perversions sexuelles (à l'exception seulement, pour l'instant, de la pédophilie) et à l'invasion migratoire de masse. A l'entendre, certaines villes polonaises seraient des dictatures religieuses conservatrices, fantasmes alimentés par certaines séries télévisées, références culturelles implicites d'une ignorance abyssale. Les minorités sexuelles et ethniques seraient chassées de certaines communes, via des harcèlements quotidiens violents. Il s'agit de mensonges absolument énormes. Certaines

petites villes polonaises, et du reste pas toutes, ont en effet explicitement refusé la propagande homosexuelle massive dès les écoles primaires, voire les maternelles ! Cette réaction de bon sens, bon sens universel évident jusque dans les années 1980, ne correspond nullement à quelque persécution physique des adultes homosexuels...

M^{me} van der Leyen a donc reçu des applaudissements faciles en attaquant le bouc-émissaire du parlement européen, le parti conservateur polonais PiS. La présidente a promis à son public la promotion systématique de la culture — si l'on ose dire — des LGBTQI+, du féminisme — soit l'avortement de masse, partout, et la destruction des familles —, partout, et surtout en Pologne. Elle attaque frontalement la Pologne, sur la base de rumeurs mensongères. C'est pour le moins léger et inadmissible.

Parmi les priorités figure l'accueil des migrants, y compris et surtout des clandestins. Il s'agit d'imposer de force la répartition de ceux débarqués sur les rives européennes de la Méditerranée, en Grèce, en Italie, à Malte, en Espagne, dans tous les pays d'Europe, de l'Irlande à la Pologne, en passant par les plus demandés, l'Allemagne et la France. Comme d'habitude a été menée une opération de propagande voulue culpabilisante pour les Européens : des faux réfugiés, présents par dizaines de milliers sur les îles grecques, ont encore une fois mis le feu eux-mêmes à leurs tentes. Ainsi, ils en seraient réduits à coucher dehors, circonstance estimée hautement inhumaine à Bruxelles — il y a pourtant bien pire que les nuits grecques en septembre — ; donc, il faudrait les disperser d'urgence, par dizaines de milliers, en Europe Occidentale. Ce n'est pas une vue de l'esprit extravagante. Le transfert en question a déjà commencé, avec plusieurs centaines de nouveaux envahisseurs pour la France, en avant-garde. L'hystérie médiatique sur la deuxième vague, imminente depuis juin, de la Covid19, a couvert la chose. D'ailleurs, ces nouveaux arrivants ont-ils été testés ? Feront-ils une quarantaine, comme les Français désirant séjourner en Suisse ? Bien sûr que non...

M^{me} van der Leyen a indiqué vouloir abolir les conventions de Dublin. En effet, elles obligent les demandeurs d'asile à résider dans le premier pays de l'Espace Schengen traversé, et interdisent de demander l'asile dans d'autres. Ainsi, les Afghans de Rhodes devraient rester en Grèce. Ils s'y refusent, tout simplement. Bruxelles veut donc se plier à leurs exigences, et faire plier les Etats européens qui s'y refusent, comme la Pologne et la Hongrie.

Que nous prépare donc l'Union Européenne, dont Macron est un zélé particulièrement enthousiaste ? Plus de migrants, plus de propagande pour les perversions sexuelles — ce qui a évidemment des conséquences sur les enfants et adolescents fragiles —, plus d'invasion migratoire, plus d'avortements, et, pour le volet vert, plus d'éoliennes. Ces dernières ne sont vraiment pas une bonne idée, saccagent nos paysages sans fournir les quantités d'électricité annoncées — ne serait-ce qu'à cause de l'intermittence des vents —.

Il faut décidément sortir de toute urgence de cette prison des peuples, et qui travaille de façon explicite et cohérente — au sens où tous les facteurs d'origines diverses sont accumulés pour le pire — à notre destruction. Bien sûr, il ne s'agit pas, suivant la thèse souverainiste, de se contenter de sortir de l'Union Européenne pour retrouver une France unie et prospère ; il faudrait aussi restaurer l'unité ethnique de la France, relancer la démographie autochtone — ce qui passe entre autres choses par une moralisation évidente des discours publics, promouvant les bonnes mœurs, la famille authentique, et non l'inverse — et expulser les millions d'allochtones. En fait, c'est très simple, il faut faire exactement l'inverse, sur absolument tous les sujets, du discours de M^{me} van der Leyen.

Scipion de SALM.

La relance ne passera pas par la défense



D.R.

LE PLAN de Relance, annoncé de façon vague par le gouvernement au printemps 2020, au cœur de la récession liée au confinement, a été enfin détaillé au début du mois de septembre. Il sera de 100 milliards d'euros, étalés sur les années à venir, contre 200 milliards sur un an, comme évoqué il y a cinq mois dans une cacophonie gouvernementale rappelant les grandes heures de François Hollande. Plus le montant est élevé, et plus le délai de distribution est court, plus un tel plan de relance peut favoriser une forte reprise. Une objection évidente est que ces fonds n'existent pas, et qu'il faut les emprunter. Toutefois, de façon étonnante, mais ce serait le moment ou jamais d'en profiter au

maximum, l'Etat français peut emprunter à 0 % ou quasiment.

Comme il s'agit de dépenser 100 milliards, il aurait été pertinent d'en consacrer 10 à 20 % à la défense. Il y aurait eu une occasion de rattraper des décennies de retards d'équipements accumulés. M^{me} Parly, ministre de la Défense, avait fait des annonces explicites en ce sens de mars à juin. L'armée française devait commander un, voire deux porte-avions — 5 milliards l'un, 8 les 2, avec les économies d'échelle et de frais divers —, des dizaines d'avions et d'hélicoptères de combat et de transport, des milliers de véhicules blindés de transport... En soi, le dossier était maîtrisé, tous les matériels conçus ou presque — y compris, pour la conception théorique, les porte-avions —.

Toutes ces commandes auraient été effectivement des plus bénéfiques à l'industrie de la défense et de l'aéronautique, un des derniers domaines d'excellence industrielle et de production de la France, et déjà très menacé. La France ne produit déjà plus, ou pratiquement plus d'armes légères, et doit les importer, et il est à craindre que cette désindustrialisation amorcée dans ce secteur, après tant d'autres, ne se poursuive. Au-delà de l'effet immédiat, pour des usines et des arsenaux encore situés

en France, employant des ingénieurs et des ouvriers français, une vraie relance des dépenses d'armement aurait participé d'une stratégie pertinente de long terme, sur les plans économiques comme stratégiques pour notre pays.

A l'automne, la montagne a donc accouché d'une souris : au lieu des 10 à 15 milliards plus ou moins promis, l'armée recevrait un peu moins d'un milliard sur l'année à venir, soit les crédits prévus depuis plusieurs années. Ces derniers seraient, pour une fois, respectés. Mais il n'est pas question à ce niveau de grands programmes... Sont claironnés de fort modestes succès à l'exportation, quelques dizaines d'avions de combat Rafale, en Inde et en Grèce, du fait de très fortes tensions avec la Chine — même une petite guerre localisée dans les sommets himalayens — et la Turquie — menaces explicites sur les eaux territoriales grecques —. Mais ce brouillard de communiqués ne réussit pas à dissimuler l'essentiel, les fortes commandes nationales, plus ou moins annoncées, puis manifestement annulées. Les militaires, en sont, comme d'habitude, à s'inquiéter du calendrier des livraisons prévues, la priorité étant donnée aux livraisons imprévues à l'Inde et à la Grèce surtout, effectuées en urgence.

Ces dernières peuvent se justifier pour des

motifs politiques évidents ; sur ce dossier très précis du soutien de la France à la Grèce, nation européenne, menacée par la Turquie d'Erdogan, Macron a, exception rarissime, raison. Toutefois, il aurait fallu, surtout lorsqu'il est question de distribuer 100 milliards d'euros, augmenter les commandes nationales. Il y aurait en soi un effet positif sur les exportations, les augmentations des cadences permettant des livraisons plus rapides aussi pour les exportations, y compris et surtout imprévues. Cet effet positif n'aura pas lieu, bien au contraire. Les très petites séries, les calendriers de livraison très étalés, font au contraire douter les pays étrangers de la pérennité des programmes, et de la rapidité des livraisons. Ils hésitent d'autant plus à acheter, cercle vicieux.

Ainsi, la relance ne passera pas par la défense. Le gouvernement saura gaspiller 100 milliards d'euros sur une quinzaine de priorités dans l'air du temps, autour du mythe de la « croissance verte » — thème connu en fait depuis les années 1970 —. Il est rationnellement évident que lorsqu'il y a 15 priorités, il n'y en a de fait aucune. Il n'y a aucun vrai grand projet économique structurant. Emmanuel Macron, en dépit d'une presse aux ordres des plus complaisantes, ne fait décidément que du François Hollande, dont il était le principal conseiller puis ministre de l'Economie, et la catastrophe continue. Voire s'amplifie.

S. de S.

Trump, en campagne électorale, veut forcer les alliés arabo-musulmans des États-Unis à reconnaître l'entité sioniste

DONALD TRUMP a réalisé aux États-Unis une grande cérémonie sur le thème de l'Alliance d'Abraham : chrétiens, représentés par les États-Unis, juifs, représentés par l'Entité Sioniste, et musulmans, représentés par les Emirats Arabes Unis et Bahreïn, témoigneraient de la restauration de relations harmonieuses originelles entre descendants spirituels du patriarche biblique. Il a mis en place une cérémonie, appelée « Accords d'Abraham », le 15 septembre, à Washington. Cet accord politique, la reconnaissance de l'Entité Sioniste par deux pays arabes, a été obtenue sous la supervision de leur commun allié états-unien ; il a été placé dans le cadre symbolique d'une déclaration pour le dialogue interreligieux, spécialement entre confessions se réclamant toutes d'Abraham, le premier ancêtre monothéiste commun.

Il faut relever, dans cette cérémonie, outre le sionisme évident, un arrière-fond maçonnique très net, celui de la franc-maçonnerie britannique du début du dix-huitième siècle, aspirant à unifier tous les hommes monothéistes de bonne volonté au-delà des différences « superficielles » (telle est leur point de vue) des confessions officielles. Cela se mélange fort bien depuis trois siècles avec le protestantisme états-unien. Donald Trump s'inscrit parfaitement dans l'Histoire longue de son pays, contrairement à ce qu'affirment régulièrement les media gauchistes hystériques. Sur ce point précis, on ne l'en félicitera pas forcément pour autant.

Pourquoi ce type de cérémonies maintenant ? Pourquoi ces pressions très fortes de l'Etat états-unien, qui ne sont pas à prendre à la légère, en particulier pour les pays pauvres ou fragiles, en faveur de la reconnaissance de l'Entité Sioniste, ou, étape supplémentaire, de Jérusalem comme sa capitale ? Donald Trump est à l'évidence entrée dans la dernière phase de sa campagne électorale pour sa réélection. Et il joue au maximum la carte sioniste.

Il y a aussi un piège électoral évident pour Joe Biden : soit il suit Trump sur sa politique très sioniste, et il vexera une large partie de l'aile gauche du parti démocrate, qui cultive la grosse provocation politique aux États-Unis, soutenir les Palestiniens, soit il

s'oppose à lui, même de manière nuancée, et ce serait un suicide politique aux États-Unis, en apparaissant pour un soutien bien terne de l'Entité Sioniste, cause sacrée pour des motifs très divers pour les ¾ des électeurs, soit quasiment tous les républicains et la majorité des démocrates.

En effet, Donald Trump sait qu'il conserve des chances très sérieuses de l'emporter s'il réussit à mobiliser à nouveau l'électorat chrétien-sioniste, plusieurs dizaines de millions de personnes, de l'ordre de 30 à 40 millions d'adultes, en sa faveur. Ces protestants sont persuadés que l'Entité Sioniste serait une résurrection de l'Israël biblique, et correspondrait encore et toujours à la volonté divine. Ce point de vue est opposé à celui de la théologie catholique traditionnelle. Ces chrétiens-sionistes sont le véritable enjeu électoral pour Trump, et pas les 6 millions de Juifs états-unien, peu religieux pour la plupart, et qui votent à 75 ou 80 % pour le parti démocrate. Les chrétiens-sionistes sont blancs et noirs : les premiers voteraient pour Trump, les seconds s'abstiendraient, tiraillés entre principes religieux et solidarité raciale, ce qui pourrait aussi s'avérer stratégique dans les Etats disputés du Sud — comme la Caroline du Nord ou la Virginie —.

Cette campagne électorale a déjà eu des conséquences majeures pour le Moyen-Orient : l'Entité Sioniste, jusqu'à l'été 2020, ne pouvait espérer être reconnue des pays arabes, du moins tant qu'elle ne rendrait pas une part jugée décente des terres de Palestine aux Palestiniens. Hors de l'Égypte et de la Jordanie, soit des pays arabo-musulmans immédiatement voisins, aucun autre Etat arabo-musulman, par principe, acceptait jusque-là de reconnaître l'Entité Sioniste. Les dirigeants palestiniens de l'OLP ont été, eux, de leur propre aveu, piégés dans un prétendu « processus de paix » qui devait ne jamais aboutir dans les années 1990. Depuis quelques mois, avec le forçage de l'administration Trump, l'Entité sioniste est reconnue par un nombre croissant de pays arabes, ce qui est une véritable trahison de leur part.



D.R.

Donald Trump a multiplié les plus petites cérémonies sur ces thèmes chéris de son électorat : ainsi, le Kosovo, micro-Etat balkanique musulman, pauvre et maffieux — et tout sauf une réussite de la prétendue communauté internationale —, a reconnu l'Entité Sioniste. La Serbie voisine a, quant à elle, reconnu Jérusalem comme sa capitale. L'humiliation a été manifeste pour le président serbe (depuis 2017) Vucic, un ex-nationaliste complètement apostat, Trump tenant, pour des raisons pratiques, les deux pays étant voisins, à les mêler dans ses félicitations publiques télévisées. Or, les Serbes et les Albanais — qui peuplent le Kosovo désormais exclusivement ou presque — se détestent cordialement ; l'impair diplomatique est manifeste. L'effet politique a été calamiteux en Serbie pour Vucic, manifestement un valet de Washington. La Serbie est un pays encore traumatisé par la guerre d'agression de l'OTAN en 1999, qui a provoqué la sécession du Kosovo, cœur historique ancien de la Serbie. C'est d'ailleurs bien fait pour lui.

Les pays musulmans pauvres, en crise économique grave, ou dépendants de Washington, subissent des pressions intenses. Le Qatar, petit pays qui abrite une des plus grandes bases américaines de la région, a cependant refusé énergiquement, soutenu par Erdogan, son grand allié régional, et champion récent de la cause palestinienne. Le Qatar est aussi un pays très riche, qui peut se le permettre. Mais pourraient succomber Oman, les Comores, Djibouti, le Soudan. Le Bahreïn, pressenti depuis longtemps, qui avait fait mine de résister durant quelques semaines

après la reconnaissance de l'Entité par les Emirats Arabes Unis cet été, a fini par céder aux pressions écrasantes de Trump ; le régime politique en place, une dictature oligarchique de la minorité sunnite sur la majorité chiite, ne tient en effet que grâce au soutien, y compris militaire, de l'étranger, Washington, et très concrètement, de Riyad.

Il est probable que les pays mentionnés, d'ailleurs explicitement cités par le ministre des Affaires étrangères des États-Unis Mike Pompeo, cèdent dans les semaines ou les jours qui viennent. Trump tient probablement à ce que les reconnaissances de l'Entité Sioniste se suivent jusqu'à l'élection présidentielle du 3 novembre 2020. Elles permettraient aussi au parti républicain, euphorique sur ce sujet, d'améliorer ses scores en nombre de sièges à la chambre des députés, à majorité démocrate — qui devrait se maintenir —, au sénat, qui devrait rester aux républicains.

Toutefois, les grands pays arabes ou musulmans, comme l'Arabie Saoudite, le Pakistan, l'Indonésie, ont refusé de suivre cette voie, au nom de la défense légitime des droits des Palestiniens. L'Iran reste opposé bien sûr à ces manœuvres, directement dirigées contre la République Islamique et son grand allié local sur le front palestinien, le Hezbollah libanais, qu'il s'agit ainsi d'isoler politiquement et économiquement. Quant à la Turquie, elle se fait la championne des refus de reconnaissance de l'Entité Sioniste, alors qu'elle la reconnaît depuis 1948 ! Erdogan, qui s'est distingué à l'été 2020 en manifestant toute sa sympathie au Hamas palestinien, à la philosophie politico-religieuse proche de la sienne, en recevant publiquement ses dirigeants en exil, s'est bien gardé pour autant de rompre avec Tel-Aviv. C'est une attitude plus qu'ambiguë. A l'exclusion de l'Iran, pays assez isolé, au-delà des manœuvres états-uniennes et des tensions avec ses voisins arabes dans le Golfe Persique, du fait de sa nature chiite — et 90 % des musulmans sont sunnites dans le monde —, les Palestiniens ne disposent plus de vrais grands champions de leur cause dans le monde arabo-musulman.

S. de S.

Tristan Mendès France, un adversaire peu convaincant

L'HEURE EST à la distanciation sociale et au port obligatoire du masque. Cette dernière mesure est la plus symbolique, la plus contraignante et, donc, logiquement, celle qui suscite le plus de controverses et d'oppositions. Bien que l'on nous répète à qui mieux mieux, sur toutes les chaînes de télévision et dans tous les journaux, qu'elle est bien accueillie ou plutôt bien acceptée par la population, et que, à l'appui de ces dires, on ne nous montre pratiquement, interrogés dans le rue, que des partisans du masque ou des personnes dociles soucieuses de ne pas sortir du rang des moutons, surtout devant une caméra, elle est, en fait, ressentie comme une contrainte physique (en particulier, elle nous prive d'air et embarrasse donc sérieusement notre respiration), une contrainte sociale et politique et une atteinte à la liberté individuelle par de nombreux Français qui n'osent se rebeller, et sont intimidés par les arguments invoqués par le corps médical et les pouvoirs publics à l'appui de son application. L'intimidation, le conformisme, le manque de franchise et de courage jouent à fond, puissamment confortés par le politiquement correct et le terrorisme intellectuel.

LE DÉCHAÎNEMENT MÉDIATIQUE CONTRE L'OPPOSITION AU PORT OBLIGATOIRE DU MASQUE

Pourtant l'opposition au masque et aux mesures restrictives de liberté commence à se faire jour dans notre pays. Elle est hétéroclite, disparate, contradictoire, parfois déraisonnable, et certains de ses arguments portent à faux... mais pas tous, loin de là. Bref, un mouvement "anti-masques" se fait jour en France.

Il n'en faut pas plus pour que se déchaînent contre lui les media. Il faut tuer dans l'œuf ce mouvement naissant, avant qu'il ne prenne quelque ampleur. Voilà comment on entend la liberté d'opinion en France, dont les habitants, réputés si souvent pour leur individualisme anarchisant et leur inclination naturelle à la révolte, sont en fait d'un conformisme et d'un sursuisme on ne peut plus déroutants.

Cependant, le déchaînement médiatique ne suffit pas ; il importe que le mouvement soit dénigré par un homme reconnu comme une autorité intellectuelle en la matière. En l'occurrence, cet homme, c'est Tristan Mendès France, TMF, pour nous.

Celui-ci est couramment présenté, par les présentateurs des JT et autres émissions d'information, comme un "sociologue", maître de conférence associé à Paris VII.. Et cette double qualité lui vaut d'être considéré comme éminemment compétent pour traiter du mouvement d'opposition au port obligatoire du masque. D'aucuns pourraient même croire qu'il est LE spécialiste de ce mouvement, le connaissant parfaitement et seul habilité à le juger, dans la mesure où il est l'unique intellectuel invité par les chaînes de télévision à s'exprimer sur ce sujet. Les téléspectateurs fidèles aux JT de TF1, France 2, France 3, BFMTV ou autres chaînes de télévision inclinent donc tout naturellement à penser que si Monsieur Tristan Mendès France émet un jugement négatif et réprobateur sur le mouvement d'opposition au masque, c'est que ce dernier est, à n'en pas douter, un groupement de gens ignorants, irresponsables, sottement individualistes, menés par des hommes et des femmes systématiquement hostiles à l'État et à toute autorité, d'extrême gauche, ou, bien pire encore (et plus certainement) d'extrême droite, adeptes de théories "complotistes", et prompts à faire dangereusement sombrer dans les registres du passionnel, de l'idéologie et de la politique partisane, la question du masque et de la distanciation sociale, laquelle relève de mesures de salut public intéressant la

vie des Français, et de la seule compétence des médecins et microbiologistes.

Quand Monsieur Tristan Mendès France parle, on ne discute plus. Il ne vient à l'idée de personne que les mouvements hostiles au masque pourraient avoir raison, au moins en partie, qu'ils ne correspondraient pas à l'idée et à l'image que Monsieur Mendès France donne d'eux, et que ce même Monsieur puisse se tromper et n'avoir aucune compétence particulière en la matière. Les titres de Monsieur Mendès France, sociologue, maître de conférence à Paris, ses passages fréquents sur toutes les chaînes, attestent de sa compétence, d'une solidité d'acier trempé, et étincelante comme le diamant le mieux travaillé.

UNE QUALITÉ D'UNIVERSITAIRE LARGEMENT USURPÉE

Mais, à l'examen, le diamant apparemment le plus travaillé peut se révéler du toc, de la verroterie.

Et, pour la plus grande déception des téléspectateurs qui l'écoutent, admiratifs et soumis, nous craignons que la prétendue compétence de Monsieur Mendès France soit du toc.

En premier lieu, contrairement à la définition que donnent de lui les journalistes, Tristan Mendès France n'est pas sociologue (c'est l'appellation que lui donne régulièrement le sous-titre de présentation de sa personne, à chacune de ses apparitions à l'écran). Du point de vue professionnel, il apparaît comme un spécialiste des techniques modernes de communication et d'information (spécialement d'Internet et des réseaux sociaux), ce qui n'est pas du tout la même chose, et est beaucoup plus restreint que la sociologie. Il n'a reçu aucune formation de sociologue. Quant à ses titres universitaires, ils n'ont rien d'impressionnant, à moins dire. Enfin, ses travaux de chercheur sont on ne peut plus modestes.

Né en 1970 à Bordeaux, Tristan Mendès France a d'abord effectué des études de droit à l'université de Paris I, où il a obtenu une maîtrise de droit public en 1995. Il a ensuite entrepris des études de doctorat en science politique, au sein de la même université, sous la direction de Lucien Sfez, juriste connu. Mais, après l'obtention du diplôme d'études approfondies (DEA), en 1996, il a abandonné l'élaboration de sa thèse. Car, chemin faisant, il s'est découvert une passion nouvelle, différente de la science politique : l'étude des techniques modernes de communication, justement. Mais, dans cette nouvelle spécialité, il n'a pas poursuivi d'études et n'a obtenu aucune qualification universitaire. Ce qui fait que le diplôme universitaire le plus élevé de Tristan Mendès France est son DEA de science politique, obtenu en 1996.

Normalement, cette sous-qualification aurait dû lui interdire l'accès à des fonctions de maître de conférences, puisque celles-ci exigent la possession d'un doctorat (lettres, sciences) ou d'une agrégation spécialisée (droit, sciences politiques, sciences économiques, médecine, pharmacie).

Mais aucune porte ne se ferme devant un Mendès France, fils d'un mathématicien universitaire (Michel Mendès France) et petit-fils de Pierre Mendès France, président du Conseil sous la IV^e République, gloire politique du parti radical et de toute la gauche française durant des décennies. Et, ainsi, grâce à cet efficace viatique et à ses relations, notre Tristan devint assistant parlementaire du sénateur socialiste Michel Dreyfus-Schmidt (1998-2008), puis "intervenant" à l'École des hautes études en sciences de l'information et de la communication-CELSA, de 2008 à 2018, poste qui lui servit de tremplin pour

accéder à celui de maître de conférence associé (en sciences de la communication et techniques numériques) à l'université Paris VII-Denis Diderot, en 2018, sa fonction actuelle. Il est vrai qu'il n'est que maître de conférence associé. Tristan Mendès France est donc entré à l'Université par la bande, par la périphérie, et par le seul jeu de sa naissance et de ses relations, malgré des titres universitaires des plus modestes, et a accédé à une fonction d'enseignant-chercheur de rang magistral au mépris des exigences de diplômes requises pour celle-ci. Son titre d'universitaire, quoique légal, est donc largement usurpé, et son obtention relève du copinage, du passe-droit et du privilège indu. Or, c'est sur lui que repose son crédit intellectuel et moral auprès des téléspectateurs. Sur lui plus que ses autres "références". Car TMF a d'autres activités, surtout sur le web, a un blog et a participé à quelques émissions culturelles.

Certains nous reprocheront de pinailler sur de basses questions de titres universitaires, et nous feront observer que TMF s'est peut-être distingué par des travaux personnels en sociologie, en sciences de la communication ou sur d'autres sujets. Las !

Là encore, ses admirateurs déchanteront : la production écrite de notre héros n'a rien d'époustouffant. Citons ses ouvrages connus, à ce jour : *Une tradition de la haine : figures autour de l'extrême* ;



droite, Paris, Paris-Méditerranée, coll. « Documents, témoignages et divers », 1999 (en collaboration avec Michaël Prazan, un documentariste), *La Maladie numéro neuf : récit historique d'après le Journal officiel du 3 décembre 1920*, Paris, Berg international, 2001 (avec le même collaborateur), *Docteur la mort : enquête sur un bio-terrorisme d'État en Afrique du Sud*, Lausanne-Paris, Favre, 2002., *Gueule d'ange : nationalité : Argentin ; activité : tortionnaire ; statut : libre*, Lausanne-Paris, Favre, 2003. Tout cela ne relève nullement de la recherche, mais du simple militantisme, et n'atteste donc d'aucune compétence de type scientifique. En outre, ces écrits sont étrangers à la question de la crise sanitaire que nous connaissons actuellement.

Tristan Mendès France est donc un universitaire recruté dans des conditions discutables, au mépris des exigences de titres requis pour sa fonction, et un militant, un essayiste et un blogueur dont les productions sont dénuées de valeur scientifique.

UN SPÉCIALISTE QUI NE NOUS APPREND RIEN SUR LE MOUVEMENT QU'IL DÉNIGRE

Il est vrai que c'est surtout par la parole qu'il a pris position contre les adversaires du port obligatoire du masque. Ses propos, à ce sujet, sont-ils éclairants, riches d'enseignement, propres à stimuler la réflexion ou à emporter la conviction ?

Pas du tout ; ils se révèlent d'une banalité confondante. Notre homme ne nous apprend rigoureusement rien sur le mouvement qu'il dénigre. Il n'est que d'écouter ses propos enregistrés sur Twitter le 27 juillet dernier. TMF parle, à très grands traits (on devrait dire « à très gros traits ») de la naissance et du développement du mouvement d'opposition au port obligatoire du masque, dans le monde. Il déclare : « il [le mouvement] a d'abord incubé, il a mûri aux Etats-Unis. Il est passé en partie par le Canada francophone qui a francisé, entre guillemets, les argumentaires, les thèmes, les visuels. [?] » Que M.Mendès France nous excuse, mais ces propos ne nous éclairent guère : tous ceux qui écoutent les JT et font quelque modeste re-

cherche sur Internet, qui lisent tant soit peu la presse écrite, n'ont pas eu besoin de lui pour connaître les origines américaines et québécoises du mouvement anti-masques. TMF, ensuite, caractérise ainsi ce mouvement : « C'est un regroupement hétéroclite d'individus qui sont tout simplement contre le port du masque pour des raisons parfois assez farfelues. Les anti-masques peuvent aller du "je ne suis pas confortable avec" à "je crois que ça ne marche pas" et ça peut aller jusqu'à des délires complotistes complètement dilatés [?] ». Le mouvement anti-masques, il est vrai, manque d'unité, de cohérence. Tristan en profite pour lui attribuer l'adjectif péjoratif d'"hétéroclite", qui sous-entend nettement un manque de sérieux. Et il balaye d'un revers de main les objections des opposants au masque. Il note que les uns se plaignent de l'inconfort, de la gêne que leur occasionne le masque, sous-entendant, là encore qu'il s'agit d'une raison peu sérieuse. Or, l'on sait que le masque rend la respiration très difficile, privant d'air son porteur, provoque en lui une sensation d'étouffement et de chaleur, et qu'il est, de fait, extrêmement pénible à supporter. Il suffit d'interroger les gens pour s'en rendre compte ; mais nos télévisions ne daignent nous montrer que des personnes satisfaites ou résignées à une mesure qu'elles estiment "nécessaire" parce que les media le leur ont chanté sur tous les tons et les ont abreuvées ou matraquées de cette idée. Donc, pour TMF, ceux qui se plaignent de cette gêne physique du masque sont des gens difficiles, trop délicats, capricieux et inciviques. D'autres affirment que « ça ne marche pas », selon TMF. Notre prétendu sociologue note ce fait sans daigner examiner les raisons que ces gens peuvent avoir de penser cela. Donc, pour lui, leur opinion est tout à fait gratuite, et dénuée de tout argument, autrement dit de tout sérieux. Enfin, il observe que certains donnent dans des « délires complotistes ».

UN PRÉTENDU DANGER, PUREMENT FANTASMATIQUE

Décidément, ces anti-masques sont des têtes légères incapables d'étayer leur opposition sur des arguments pertinents, dépourvues d'idées sérieuses, et qui, en tant que tels, ne valent pas la peine que l'on s'intéresse à eux. Pourtant, ils représentent, sans même en avoir conscience, un danger social majeur, qu'il importe de conjurer. Sinon, vous pensez bien que M. Tristan Mendès France n'interviendrait pas dans ce débat, et qu'on ne le dérangerait pas pour rien.

Le refus du masque procède d'un délire complotiste, « peut-être mortel », nous assène TMF. Rien que ça. Et notre spécialiste de présenter ainsi l'argumentaire anti-masque : « C'est un phénomène extrêmement grave, parce que c'est un discours anti-science, un discours anti-santé publique alors qu'on en a véritablement besoin aujourd'hui plus que jamais. » Pas moins. Les opposants au port obligatoire du masque sont des délirants, hostiles à la science, et qui n'ont cure de la santé de leurs compatriotes ; ce sont des fous, des égoïstes irresponsables (puisque fous), et dont l'action risque de compromettre les efforts de nos dirigeants et de nos vaillants médecins pour enrayer l'actuelle pandémie coronovirale. TMF ne le dit pas, mais la conclusion qui s'impose est que ces gens doivent être combattus sans pitié, et surtout sans que leurs arguments — *in essentia* absurdes, voire nuls et non avendus — soient examinés. On ne saurait discuter avec des gens qui sont à la fois contre la science et contre la santé de la population. D'autant plus que pour ces désaxés, la question du masque est secondaire : en fait, ils s'opposent systématiquement à tout ce qui se présente comme une obligation : « Aujourd'hui, c'est le masque, demain, ce sera

Cont des opposants au masque Trump, bénéficiaire des émeutes ?

le vaccin », nous assène TMF, qui donne à cette attitude l'explication suivante : « *tout cela est les symptômes (sic), en gros, du discrédit de la parole publique en général et notamment du fait que les gens s'informent mal, et notamment lorsqu'ils s'informent via les réseaux sociaux.* »

L'ÉPOUVANTAIL DE L'EXTRÊME DOITE

Mais qui sont donc ces anti-masques ? Réponse de TMF : « *On trouve des gens politisés qui ont un agenda politique ; on trouve ça plutôt à l'extrême droite, on a des groupuscules qui cherchent véritablement à tirer profit de cette contestation, de cette indignation autour du masque.* » Ainsi, le mouvement anti-masque serait l'émanation de "groupuscules" politisés, d'extrême droite surtout, qui cherchent, par ce truchement, à émerger sur la scène politique. Leur opposition est donc basement politicienne... et maudite, l'extrême droite représentant l'horreur absolue. TMF se garde bien de dire ce qui lui permet d'affirmer que l'extrême droite représente une composante importante, voire déterminante du mouvement anti-masques.

QUI EST COMPLICITISTE, QUI DÉLIRE ?

Selon TMF, ce sont les réseaux sociaux qui font de ce mouvement un danger pour la santé publique et la démocratie. Écoutons-le : « *Les réseaux sociaux sont une chambre d'écho naturelle pour ce type de contestation complotiste. Ça leur permet d'avoir un écho qui va bien au-delà de la réalité de ce qu'ils représentent. Une force de frappe qui va au delà de la réalité sociale qu'ils représentent.* » Les anti-masques sont donc une toute petite minorité d'irresponsables, de complotistes délirants, d'individualistes forcenés et de militants extrémistes (de droite, principalement), fous, ignorants, obscurantistes et sans intelligence, mais ils peuvent tout de même devenir dangereux de par leur propagande sur les réseaux sociaux, qui leur servent de caisse de résonance. Et TMF d'exprimer ainsi ses craintes pour l'avenir : « *Mon inquiétude est que ce discours autour du masque se politise sur la scène publique française et que le masque devienne un enjeu de combat politique. C'est le cas déjà aux Etats-Unis, et ça a des conséquences dramatiques sur la politique de santé publique américaine. Mon inquiétude, aujourd'hui, évidemment, c'est que cette question du masque devienne un enjeu politisé en France. Si c'était le cas, on quitterait le domaine de la science, de la santé, du médical, pour plonger dans une phase idéologique incertaine qui pourrait nous coûter très cher.* » Donc, combattons les opposants au masque sans merci ; en traversons leurs possibilités d'expression, ne leur permettons pas d'avoir accès aux media. Et, avec cela, TMF dénonce le délire complotiste de ses adversaires !

UN PRÉSUMÉ RAMASSIS HÉTÉROCLITE DE PAUMÉS CENSÉMENT MANIPULÉS PAR L'EXTRÊME DOITE

Mais le plus significatif réside en ce que, dans toute cette intervention, TMF n'apporte rien de nouveau. Il ne fait ici que reprendre, résumer et amalgamer les innombrables critiques adressées par nombre de journalistes et autres "intellectuels" à l'encontre du mouvement d'opposition au port obligatoire du masque. Il n'ajoute rien, pas la plus petite idée nouvelle (fût-elle critiquable) ; tout ce qu'il dit ici a déjà été dit par d'autres. D'autre part, sa présentation du mouvement est non seulement partielle, mais elle est d'un flou déconcertant. Ceux qui se contenteront de ses propos pense-

ront ainsi que le mouvement comprend des extrémistes, de droite surtout, et un assemblage disparate de contestataires de tous bords et d'individualistes indécrottables. Sur ces diverses composantes, TMF ne nous dit rien de précis : les prétendus extrémistes de droite sont-ils proches du RN ou de groupuscules divers, et lesquels ? ; les autres, relèvent-ils de tendances politiques précises, et lesquelles ? Et quelle serait la nature de ce fameux danger politique tant redouté par TMF ? On ne sait. TMF dissimule son ignorance en prétendant distinguer au sein du mouvement qu'il critique « *deux tendances : la complosphère et la fachosphère* » (interview à LCI), la première composée de dangereux fous délirants, la seconde de crapules fascistes.

En somme, TMF éreinte un mouvement qu'il semble méconnaître, et sur la composition et les idées duquel il ne nous dit absolument rien. Ceux qui comptent sur lui pour les instruire des idées et des arguments des anti-masques en sont pour leur frais. Comme spécialiste de la question, on peut rêver mieux. En réalité, TMF est un militant contre les opposants au masque, rien de plus, et surtout pas un « *spécialiste* » de la question.

Sur Twitter toujours, le 29 juillet cette fois (donc le lendemain), TMF revient sur la composition du mouvement anti-masque. Cette fois, il le présente comme un ramassis disparate de gens dont le seul point commun siège en une opposition systématique à toutes les initiatives émanant du pouvoir, en particulier des ennemis irréductibles de Macron. « *Des gens tellement idéologiquement anti-Macron que si le gouvernement décrète quoi que ce soit, ils vont dire que, a priori, ils n'y croient pas ou que c'est un complot.* » Encore des complotistes ; décidément ! Mais attention : dans tout ce mic-mac, c'est l'extrême droite, toujours elle, qui tire les ficelles : « *Il y a des militants d'extrême droite qui peuvent jouer un peu sur ce terrain.* » Ces diaboliques extrémistes de droite manipulent les autres, notamment « *des gilets jaunes qui peuvent tomber dedans.* ». Et, pour faire bonne mesure, TMF ajoute des « *victimes d'une mauvaise information* » et des « *individus qui consomment l'information uniquement à travers leur film (?) facebook.* » CQFD. Les anti-masques sont des paumés et des laissés-pour-compte du système, que leur colère égare, manipulés par l'extrême droite. Bref, le mouvement anti-masque est une variante du populisme, avec tout ce que cela charrie d'échecs, d'ignorance, d'obscurantisme, d'aigreur, de rancœur, de haine, de peur, de révolte instinctive, de refus de toute société, de contestation de toute politique et d'individualisme exacerbé. Gilets jaunes et extrémistes de gauche se rallient à ce mouvement, et l'extrême droite tire les ficelles.

En fait de ficelle, celle de TMF est un peu grosse. Diaboliser un mouvement d'opposition en le présentant comme peuplé de pauvres types que leur haine sociale, leurs déceptions politiques et leur ignorance portent à tous les excès et font d'eux les jouets de l'extrême droite ou de quelque gauche populiste est vieux comme le monde.

CONCLUSION : UN SPÉCIALISTE EN PEAU DE LAPIN

Répetons-le en guise de conclusion : Tristan Mendès France n'est en rien un docte spécialiste de l'étude du mouvement anti-masques, sur lequel il ne donne aucune information originale et fiable, et qu'il traite en adversaire virulent, donc en militant, non en sociologue. Nonobstant sa fonction universitaire (largement usurpée, répétons-le), il est dépourvu de toute compétence sur la question.

Paul-André DELORME.

Comme en 2016, Donald John Trump que l'on donnait largué dans les sondages a progressivement rattrapé Joseph "Joe" Robinette Biden, le retard passant progressivement de 15 points à 12, puis de 12 à 9, puis de 9 à 6... Le sondage réalisé le 30 août par *The Democracy Institute* lui donne 3 points d'avance sur Biden (48/45). Mieux, certains signaux sont extrêmement positifs :

Les calculs donnent 319 grands électeurs pour Trump et 219 pour Biden (plus optimiste encore, Helmut Norpoth — le seul qui avait donné Trump vainqueur en 2016 — lui donne 91 % de chance d'être réélu et avec 362 grands électeurs, gagnant en plus Hawaï, le Nevada, le Nouveau Mexique et le Minnesota) et les prévisions suivantes dans les Etats clés :

— Floride : 3 points d'avance pour Trump (47/44), l'importante communauté cubaine de Floride sanctionnant le soutien de la potentielle vice-présidente Kamala Devi Harris à la dictature castriste.

— Minnesota : 3 points d'avance pour Trump (48/45). Etat ayant voté pour Clinton en 2016, il est l'un des deux dont le basculement est prévu pour 2020, pesant 10 grands électeurs. Les émeutes de Minneapolis et le saccage de la ville par les milices noires et leurs supplétifs antifas ont été le meilleur agent électoral du Président des Etats-Unis... Même cas de figure pour le Wisconsin, gagné par Trump en 2016, donné perdu et redonné gagné suite aux récentes émeutes. Notons que 6 maires démocrates du Minnesota appellent à voter Trump : Larry Cuffe Jr (Virginia, 8700 habitants), John Champa (Chisholm, 5000 h), Chuck Novak (Ely, 3400 h), Chris Swanson (Two Harbors, 3500 h), Robert Vlaisavljevich (3700 h) et Andrea Zupancich (Babbitt, 1500 h).

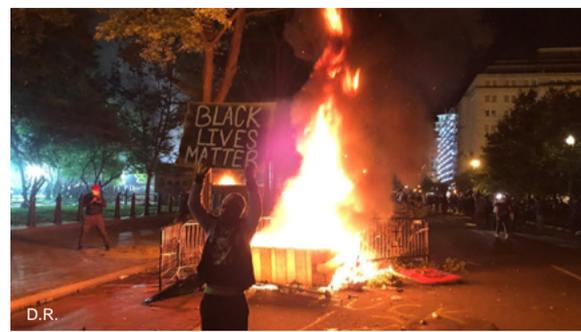
— New-Hampshire : 4 points d'avance pour Trump (47/43). La dernière fois que le New Hampshire avait voté républicain, c'était en 2000, lors de l'élection de George Walker Bush. 20 ans après, ce serait un beau symbole de le voir basculer à droite et ses 4 grands électeurs compenseront celui du Maine donné perdant pour Trump.

— Pour un ensemble de 6 Etats-clés (Floride, Iowa, Michigan, Minnesota, Pennsylvanie et Wisconsin), Trump compte 7 points d'avance (49/42).

— Les intentions de vote pour Trump explosent en ce qui concerne les minorités. Il récolterait 19 % des voix noires contre 8 % en 2016 et 39 % des voix hispaniques contre 28 % en 2016. Il est vrai que désormais, 74 % des Américains préfèrent « *All lives matter* » et seulement 26 % « *Black lives matter* », 79 % sont contre la démolition des statues (15 % pour), 26 % disent que les émeutes vont les encourager à voter Trump (10 % les décourager), 77 % disent que Trump a bien agi lors de cette crise (44 % le trouvant même trop modéré !) et 64 % pensent que Biden s'est montré trop complaisant avec les émeutiers...

— 82 % des électeurs de Trump le font par enthousiasme contre 40 % des électeurs de Biden. 85 % des électeurs de Trump voteront parce que c'est lui le candidat et 15 % voteront contre Biden. A l'inverse, seulement 34 % des électeurs de Biden voteront parce que c'est lui le candidat et 15 % voteront contre Biden. Notons que le terrorisme intellectuel du *Deep State* fait que si 86 % des électeurs de Biden disent ouvertement leur choix en famille, avec leurs amis ou au travail, le chiffre pour les électeurs de Trump tombe à... 25 % !

— Le bilan de Trump est jugé « positif » par 52 % des Américains, dont 86 % des républicains, 49 % des indépendants et tout de même 28 % des démocrates. Sur le plan des races, 58 % des Blancs, 46 % des His-



paniques et 42 % des Noirs sont de cet avis, de même que 54 % des hommes et 48 % des femmes. Le bilan entre la Convention Démocrate et la Convention Républicaine est sans appel : celle-ci a été suivie par 147,9 millions de personnes contre 122 millions pour l'autre (*Huffington Post*, *CNN* et *Forbes* ont été pris en flagrant délit d'infoc, prétendant le contraire...), générant 76 millions de dollars de dons pour le parti de l'éléphant contre 170 millions pour celui de l'âne. La Convention Démocrate n'a apporté aucun sursaut à Biden, la Républicaine a fait bondir la popularité de Trump, allant dans la continuité du discours prononcé par le Président au Mont Rushmore le 4 juillet, lors de la Fête Nationale. A l'heure où les milices de György Schwartz « George Soros » détruisent les statues symbolisant l'histoire américaine, Trump a déclaré : « *En renversant les héros de 1776, ils cherchent à dissoudre les liens d'amour et de loyauté que nous ressentons pour notre pays et que nous ressentons les uns pour les autres. Leur objectif n'est pas une Amérique meilleure, leur objectif est la fin de l'Amérique [...] Mes concitoyens américains, il est temps de parler haut et fort, et puissamment, et de défendre l'intégrité de notre pays. Il est temps pour nos politiques de convoquer la bravoure et la détermination de nos ancêtres américains. C'est l'heure ! Il est temps de planter notre drapeau et de protéger ce qu'il y a de plus grand dans cette nation, pour les citoyens de toutes les races, de toutes les villes et de toutes les parties de cette terre glorieuse. Au nom de notre honneur, pour le bien de nos enfants, pour le bien de notre union, nous devons protéger et préserver notre histoire, notre patrimoine et nos grands héros. Ici, ce soir, sous les yeux de nos ancêtres, les Américains déclarent à nouveau, comme nous l'avons fait il y a 244 ans, que nous ne serons pas tyrannisés, que nous ne serons pas rabaissés et que nous ne serons pas intimidés par des personnes mauvaises. Cela n'arrivera pas.* »

Pour finir, laissons parler la personne qui connaît le mieux Biden, celui dont il a été vice-président pendant 8 ans, Barack Hussein Obama : « *Ne sous-estimez pas la capacité de Joe à tout foirer* » (« *Don't underestimate Joe's ability to fuck things up* »), propos révélés par Alex Thompson (*Politico* 14 août 2020). Belle confiance en son ancien bras droit, ce vieillard sénile tripoteur de fillettes (et de femmes aussi) dont l'éventuelle présidence risque d'être dans la lignée de ses entraîneurs adjoints devenus entraîneurs en titre et qui coulent le club.

Henri de FERSAN.

AGENDA

☞ 3 octobre à Paris. Hommage national à Pierre Sidos. 9h30 : rassemblement au cimetière parisien de Thiais (261 route de Fontainebleau, 94320 Thiais). 12h30 : messe à trente jours du décès à Notre-Dame de la Consolation, 23 rue Jean Goujon, Paris 8e. 13h30 : verre de l'amitié et buffet déjeunatoire dans la crypte de l'église avec hommages à Pierre Sidos. Il faut s'inscrire pour le buffet au 07-81-72-58-81.
☞ 2 octobre à Paris (19h). Conférence du docteur Cousteau sur « *Pierre-Antoine Cousteau, grand reporter et soldat politique* ». Conférence : 5 euros. Buffet : 5 euros. Voir le détail dans le visuel page 4.

Béa BACH : “Une épidémie sans malades”

« On avait le nuage radioactif qui ne passait pas la frontière, on a maintenant le virus qui ne traverse pas la rue ! »

Béa Bach est la plume de la Section Santé d'Égalité & Réconciliation, un collectif de professionnels. Elle anime aussi une émission santé sur ERFM « Le B.A.-BA de Béa Bach ». Elle nous parle du coronavirus et de la tyrannie sanitaire dont il est le prétexte.

RIVAROL : L'origine de l'épidémie fait encore débat, mais savez-vous comment expliquer la propagation du Covid-19 à l'échelle planétaire ?

Béa BACH : Effectivement, il existe la thèse de l'origine humaine du virus, soutenue notamment par le biologiste virologue et prix Nobel Luc Montagnier. Cette plausibilité scientifique a légitimement poussé la curiosité de certains à s'interroger sur le contexte de cette création, et à se demander si sa propagation n'avait pas, elle aussi, reçu un petit coup de pouce. S'il est normal et sain de réfléchir sans *a priori* et de rechercher la vérité, je n'ai en revanche aucun élément inédit à fournir. Ce qui revient à faire une réponse courte : en dehors de l'augmentation et de la mondialisation des échanges, je ne sais pas expliquer sa propagation ! Et encore : dans la mesure où les historiens ont retrouvé des traces de pandémies meurtrières jusque dans l'Antiquité, il faut sans doute considérer la mondialisation comme un facteur aggravant, mais aggravant seulement, parmi d'autres. D'ailleurs, en dehors de la constante temporelle — la fameuse courbe en cloche —, toutes les formules existent : de petits foyers infectieux mortifères et des pandémies très étendues, mais moins sévères en terme de mortalité. Les épidémiologistes, quant à eux, expliquent qu'une pandémie est un écosystème, dont il serait très présomptueux de prétendre connaître et maîtriser toutes les composantes. Souvenez-vous : au début de l'année, une simulation par intelligence artificielle (IA) avait prédit que le coronavirus pourrait contaminer jusqu'à 2,5 milliards de personnes en 45 jours, dont plus de 50 millions mourraient des suites de la maladie. Pour la beauté du chiffre, il fallait sans doute faire mieux que la grippe espagnole !

Cela prouve qu'il existe des facteurs subsidiaires et des conditions d'évolution inconnues, que même les programmes IA sont incapables de prendre en compte. En définitive, les réactions du vivant restent adaptables et souvent imprévisibles.

Ainsi, il y a la réalité de la propagation — dont il faudra attendre la fin pour faire le bilan —, et le buzz qu'on fait sur sa prédiction. Toute cette profusion de chiffres et de graphiques apocalyptiques sert au moins de leçon : elle nous apprend la nécessité de séparer la propagation, l'ampleur et la gravité d'une pandémie, qui sont une chose, de son écho médiatique, qui en est une autre. Il n'y a pas nécessairement de rapport de proportionnalité entre les deux. Car si la maîtrise d'une pandémie est incertaine, sa propagation médiatique en revanche peut être au choix, ignorée ou parfaitement orchestrée. Par comparaison, d'autres pandémies ont eu lieu dans un passé récent sans tambours ni trompettes. La grippe A (H3N2) de Hong Kong a fait le tour de la planète en 1968-1969, sans aucune mesure gouvernementale ni aucun battement médiatique, le tout pour un total d'un million de décès, dont 31 000 en France. Il est donc possible de la minimiser ou au contraire de la faire mousser, formule écrite avec tout le respect que l'on doit aux personnes tombées malades ou décédées. Mais il faut « appeler un chat un chat », et réfléchir à quel intérêt il y avait à forcer le trait.

R. : Comment jugez-vous la gestion de la crise sanitaire de la “première vague” du Covid-19 par le gouvernement Macron ?

B. B. : La gestion de la crise a été — et est toujours — perturbée par des facteurs qui dépassent de beaucoup le domaine de la santé. C'est ce qui, à mon avis, a contribué à donner cette impression de tâtonnement et d'incohérence, sur un arrière-fond de magouilles. Puisque les opérations de communication — inhérentes à l'exercice du pouvoir dès lors qu'on œuvre pour y rester —, font feu de tout bois, on pourrait dire que la pandémie a offert un excellent combustible !

D'abord l'utiliser à des fins politiques en cherchant un rassemblement de tous contre l'ennemi viral, se présenter comme le sau-

veur de la nation, trouver le prétexte idéal pour asseoir des mesures fortes contre lesquelles il serait vain de s'opposer — puisqu'on ne peut pas manifester contre un virus —, en passant par le camouflage de la gestion défaillante des stocks de masques et la divulgation de conseils prophylactiques aménagés en conséquence.

Le professeur Raoult n'a cessé de marteler qu'il fallait s'éloigner de la politique pour revenir à la médecine. Mais en l'état actuel, est-ce vraiment possible ? Et qu'est-ce qui sous-tend les décisions politiques ? Certes cela n'a pas toujours été le cas, mais aujourd'hui en 2020, il faut prendre pour base de réflexion le fait que le domaine de la santé fait se croiser des lignes de force très contradictoires et sans doute irréconciliables. La nécessité, irréductible à notre parcours sur Terre, de garder et de rétablir sa santé d'un côté ; la possibilité de faire plus d'argent grâce à plus de maladies de l'autre. De préférence des maladies pérennes dans le temps, c'est-à-dire chroniques, ou

étalées dans l'espace, c'est-à-dire mondiales. Pour bien soigner, nous avons besoin d'humanité et d'un certain sens du service, d'expériences pratiques thérapeutiques qui marchent, et de scientifiques pour les expliquer.

Pour faire de l'argent, il faut 1) un ou plusieurs médicaments pour chaque malade, 2) que les gens restent malades, 3) vacciner les biens-portants. Un potentiel énorme qui n'a pas échappé aux pionniers de l'industrie du médicament, il y a un siècle. Depuis, les tentacules du marché du médicament ont tout verrouillé.

Ce qui est rassurant, c'est qu'à peu près tout le monde a compris qu'il y avait une histoire de gros sous et de conflits d'intérêt, même les plus craintifs ou les plus obéissants. Ce point-là est au moins une base commune de discussion. En revanche, le grand public est en majorité très naïvement respectueux de la science : « *le Comité scientifique* », ça fait sérieux et ça sait de quoi ça parle ! Dans la mesure où les dessous du petit monde de la Recherche scientifique lui sont encore inconnus, invoquer la science avec un grand S impressionne toujours le téléspectateur, qui lui accorde volontiers sa confiance les yeux fermés. Dans les faits, l'argument d'autorité scientifique joue souvent le rôle de veto pour clore toute discussion, très religieusement, pourrions-nous dire. Ainsi, la science a été dévoyée de sa mission première d'expliquer les phénomènes observés, puisqu'elle sert aujourd'hui de garant pour imposer une décision discutable et faire taire toute contestation. Pourtant, des publications scientifiques prestigieuses nous ont appris ces dernières années que la plupart des résultats des publications scientifiques sont faux (John Ioannidis), que les expériences ne sont pas répliquables en majorité (test de Amgen — Science 2016).

On pourrait également évoquer le problème éthique du recours à l'évaluation par les pairs, le peu de temps de cerveau disponible qu'il reste au scientifique pour son objet d'étude une fois qu'il a réussi à en boucler le financement, ou les diverses techniques à la limite de la tricherie qui sont connues dans le monde de la recherche. Il faut que le public se rende compte que, malgré sa bonne réputation et son aura, la science au sens large, telle qu'elle est organisée aujourd'hui, traverse une crise majeure. Tout comme la médecine d'ailleurs. Les travers de l'étude Discovery en ont fourni un bon exemple. Cela fait partie de l'énorme problème que nous avons à surmonter.

R. : Le port du masque est-il pour vous une mesure efficace pour contenir le virus ?

B. B. : Pas plus le confinement que le port du masque ne sont en valeur absolue de bonnes ou de mauvaises mesures. Ces constantes polémiques sont un exemple typique de la pensée dichotomique, où une question/décision/action ne peut être que blanche ou noire, sans variation ni nuances. Et c'est à cela que nous pousse le jeu médiatique tout comme celui des réseaux sociaux : une joute entre deux camps radicaux où la mise en perspective et la finesse d'interprétation n'ont plus de place. Le résultat a toute les chances de devenir un affrontement dogmatique laissant peu de place à la réflexion, à la dialectique ni même au bon sens. Nous en avons déjà l'expérience avec l'impossible discussion sur la vaccination, où toute interrogation sur le sujet revient à se faire cataloguer “antivax” immédiatement. Mais dans la mesure où à une force s'oppose toujours une contre-force, l'inverse est également vrai. C'est le cas quand l'esprit contestataire *a priori* s'affranchit trop promptement de certaines lois biologiques ou réalités statistiques manifestes. Car le courant des approches alternatives a éga-

lement sont lot de pépites. (Mais peut-être certaines sont-elles construites de toute pièce pour décrédibiliser cette approche largement anti-médicament). Dans tous les cas, c'est dommage et dommageable, car pendant que les enfants-citoyens sont occupés à se chamailler à coup d'opinion à l'emporte-pièce sur le masque ou la vaccination, les grands groupes oligarchiques en profitent pour faire passer leurs intérêts. Et nous, citoyens, quelles que soient nos opinions, sommes les éternels perdants.

Pour en revenir au masque, tout est question de contexte. Il serait par exemple incongru de le remettre en question en chirurgie. A l'hôpital également puisqu'en effet, c'est un des endroits où l'on peut faire de très mauvaises rencontres microbiennes : certains en ont perdu une jambe ou la vie. La formation du personnel soignant, tout autant qu'une forme de culture commune sur les règles d'hygiène, y permet d'ailleurs une efficacité d'utilisation optimum. Mais comment justifier que ce qui est nécessaire en un lieu confiné rassemblant de nombreux malades doive s'appliquer avec le même degré d'exigence à la population générale, dans un espace sans promiscuité, et de surcroît en plein air ?

Le concept de protection collective bat de l'aile quand on se tient masqué à un mètre de distance pendant la réunion de dix heures à midi, pour aller le quart d'heure qui suit joyeusement tous ensemble faire une table de douze convives au restaurant. Ainsi, le niveau de conviction général est moyen, et la pédagogie qu'il faudrait déployer pour changer les choses a toutes les chances d'être peu convaincante : essayez de conseiller aux vacanciers d'emporter un parapluie à la plage, au prétexte qu'il est toujours possible qu'il pleuve ! Je doute que vous ayez beaucoup de succès. Obliger au port du masque dans telle rue, et l'autoriser la suivante, comme ça a été le cas il y a peu, relève d'un manque de logique qui n'échapperait pas à un enfant de 5 ans. On avait le nuage radioactif qui ne passait pas la frontière, on a maintenant le virus qui ne traverse pas la rue !

Ainsi, les gens se masquent contraints, sans certitude du bien-fondé de la manœuvre pour la plupart, ou bien avec l'excès de zèle caractéristique de la peur, de la méconnaissance, ou du fayotage. Résultat : des masques qui passent plusieurs fois par jours de la poche au visage, ou des masques en tissu qui ne sont pas lavés très souvent. C'est-à-dire inutiles. En définitive, le port du masque est devenu une mesure d'apparat, pour ne pas avoir d'ennui et éviter les contraventions. Donc dans ce cas, si ça sert, c'est à bien autre chose qu'à la prophylaxie.

R. : Existe-t-il en France un mouvement “anti-masque” ?

B. B. : Les premiers mouvements anti-masque étaient étrangers (États-Unis, Québec, Allemagne) mais la France semble aujourd'hui leur emboîter le pas. Peut-être que le grand flou et les injonctions paradoxales qui continuent de pleuvoir sur les Français y ont été pour quelque chose. Après avoir prétendu que cela ne servait à rien au début de la pandémie, la saga continue. Dans un temps très court, on a décrété le masque obligatoire pour les cyclistes avant de finalement les autoriser à ne pas en porter. Le Premier ministre a appelé à « éviter les fêtes familiales » mais aussi à « aller au cinéma et au théâtre ». Question à poser au Premier ministre : est-il possible d'aller au cinéma et au théâtre en famille ?

Au delà de l'inconfort, des toxiques inhalés et des réactions allergiques diverses, chacun commence à prendre la mesure des conséquences à long terme du port du masque. Car un monde sans contact est incompatible avec l'humanité. Les professionnels de la petite enfance seront inca-

Bulletin d'abonnement à RIVAROL

NOM :

Prénom :

Courrier électronique :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Pays :

Formule d'abonnement (cochez la formule choisie) :

Trois mois : 40 €

Six mois : 70 €

Un an : 125 €

Deux ans : 215 €

Soutien 1 an : 175 €

Propagande 1 an : 210 €

A vie : 2 000 € (3 000 € avec l'abonnement à vie à *Ecrits de Paris*)

Un an pour personnes en grande difficulté : 100 €

Numérique : 80 € (150 € pour un abonnement papier et numérique)

Prélèvement mensuel : 12 € par mois (15 € pour un abonnement à *Ecrits de Paris* en plus de celui de RIVAROL)

IBAN et BIC pour les abonnements par prélèvement mensuel.

Paiement possible par Paypal depuis le site : boutique-rivarol.com ou par virement bancaire sur notre compte à la Banque postale :

IBAN : FR33 2004 1000 0104 5321 9K02 048

BIC : PSSTFR PPPAR

pables de tenir les recommandations officielles sans créer de sérieuses carences : comment bien s'occuper d'un bébé quand on porte un masque ? Encore une injonction paradoxale. C'est un parfait exemple de la double contrainte à laquelle il est impossible d'obéir sans désobéir. Soit je m'occupe comme il se doit des enfants qui me sont confiés, et je ne porte pas de masque, soit je me résous à porter le masque, et ne suis plus en mesure de bien faire mon travail. Plus largement, nous avons tous besoin de voir, de toucher, de sentir et câliner. La distance et l'absence de contact poussent à la déshumanisation du rapport à l'autre, et laissent s'effilocheur la qualité de la relation.

Ainsi, la logique et la cohérence de l'obligation du port du masque devenant périlleuses, et la liste de ses effets secondaires s'allongeant, il ne reste plus que la ressource de gérer la situation à coup d'amendes et de répression. Avec le risque de franchir la limite de ce que peuvent supporter les Français. Manifester contre le masque, c'est afficher plus ou moins clairement qu'on a compris *a minima* que le jeu n'en vaut pas la chandelle, voire qu'on a parfaitement saisi les dessous de l'affaire. Dès lors, c'est un engagement symbolique dans le refus de se soumettre, qui a toutes les chances de provoquer un durcissement en face. Notre positionnement vis-à-vis du masque est peut-être décisif.

R. : Pensez-vous qu'une « seconde vague » est actuellement possible ?

B. B. : Il y a un piège classique dans cette façon de penser. Se focaliser sur les virus ou les bactéries est une façon tronquée et partielle d'envisager la manière dont le corps fonctionne et se détache. Dans les faits, nous cohabitons depuis toujours avec toutes sortes de virus, et cela ne va pas s'arrêter de sitôt. On fait des virus des sortes de mercenaires microscopiques qu'il faut craindre comme les envahisseurs des douces contrées sans défenses que seraient nos corps. C'est un discours classique, d'obédience toute pasteurienne, qui confond l'agent et la cause de la maladie. Cela conditionne en réalité toute la logique de la médecine contemporaine, qui liste les maladies comme des entités extérieures, auxquelles il faut répondre de façon palliative. Il faut inlassablement répéter les limites de cette vision belliciste de la maladie, tant elle est ancrée comme une vérité indépassable.

Avec cette « seconde vague », il ne s'agit même plus des microbes en général, mais de ce virus-ci. Nous montons d'un cran dans la désignation précise du bouc émissaire. Pourtant, lors de ces derniers mois, on a eu le temps d'expliquer en long, en large et en travers que la mortalité n'était pas due au virus, mais au virus sur des organismes âgés, déjà très affaiblis par plusieurs autres pathologies. Cela illustre parfaitement la fameuse phrase attribuée à Pasteur sur son lit de mort, prononcée comme un *mea culpa* : « *Béchamp avait raison, le microbe n'est rien, le terrain est tout* ». Il faut d'ailleurs faire remarquer que le propre d'un virus, c'est sa mutation. C'est bien tout le problème du vaccin saisonnier de la grippe : on prend une souche active dans un endroit du monde pour élaborer un vaccin, mais le temps qu'elle arrive chez nous, la souche a muté, et la clé du vaccin prêt à la commercialisation n'est plus tout à fait adaptée à la serrure du virus... Il ne s'agira donc pas d'une seconde vague de ce premier virus, mais de sa deuxième version, en attendant éventuellement une troisième ou quatrième, etc. Une traque décourageante et sans fin attend tout ceux qui ne comprendront pas la nécessité de changer la façon d'envisager la maladie et la santé.

Heureusement, quelques discours sensés parviennent à se faire entendre dans les media *mainstream*. Il y a à peine quelques jours, le docteur Toubiana nous a (encore) très justement rappelé que les nouveaux cas de contamination ne sont pas des ma-

lades : « *Nous sommes en face d'une épidémie sans malade !* » dit-il. Et d'en expliquer la logique : « *Dans le paquet cadeau du confinement il y avait obligatoirement la seconde vague* ». « *Cette deuxième vague était prévue... et elle n'est pas venue !* » avant de conclure « *C'est surtout une épidémie de l'angoisse* ». CQFD. Il y a une conclusion positive à tirer : cette pandémie est l'occasion de redécouvrir la critique de la pensée pasteurienne, qui sert si bien les intérêts mercantiles du premier marché du monde.

R. : Les politiques de vaccinations massives sont l'objet d'une méfiance importante dans la population. Ce phénomène vous semble-t-il justifié ?

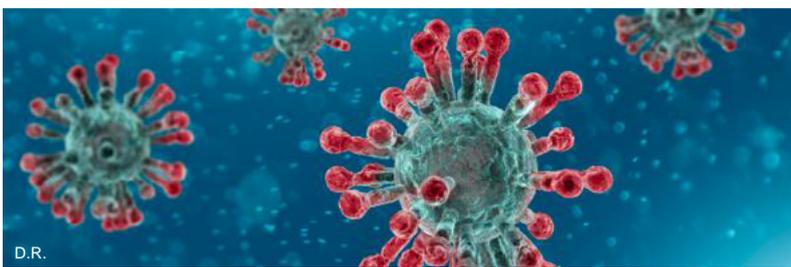
B. B. : Absolument ! Oui, il est justifié de se méfier des politiques de vaccinations massives. Il faudrait au minimum individualiser la vaccination, si tant est qu'elle était nécessaire, et dans tous les cas mieux s'assurer de sa sécurité. Mais bien qu'important, ce débat est en réalité secondaire. Il y a un double constat à faire : la vaccination représente un intérêt financier majeur et un vide conceptuel sidéral. En gros, vacciner rapporte, et il faut vacciner parce que... c'est comme ça ! Cette équation représente intrinsèquement un risque très inquiétant, tout en fait en dehors du champ thérapeutique.

D'abord la manne financière. Encore une fois, les faits sont parlants. C'est au moment où la vanne des nouveaux médicaments s'est tarie, faute de découvertes brevetables, que les services marketing de *Big Pharma* ont jeté leur dévolu sur les vaccins. Et accessoirement sur les thérapies ciblées contre le cancer, mais je laisserai ce dernier point de côté. Les vaccins en effets sont le produit sur lequel il fallait miser : le marché des bien-portants est plus grand que celui des malades, et des lors qu'il y a une obligation, le marché devient captif. Il n'y a pas plus rentable que de vacciner la population mondiale.

Ensuite, le parti pris pasteurien établi comme un dogme : personne n'a le droit de remettre en question cette pratique et de poser la question de son efficacité. Les arguments avancés par les tenants de la vaccination, c'est-à-dire le monde politique et ses experts médicaux, n'ont pas changé depuis des années, malgré de très nombreux travaux aux références solides qui viennent en contredire les fondements. Les différents auteurs sont systématiquement boycottés dans les media traditionnels, et se retrouvent sur les media dissidents que nous représentons. Pourtant, le dogme vaccinal est très éloigné de la vérité scientifique ou de la précision historique. Et cela commence à se savoir. Il faut juste lire un peu pour s'en rendre compte.

R. : L'urgence sanitaire pourrait-elle devenir une justification pour réduire les libertés individuelles et collectives à l'échelle planétaire ?

B. B. : Difficile de penser autrement ! Le scénario que nous avons vu se dérouler devant nous en illustre le phénomène en toute transparence. Nous avons bel et bien enchaîné les réductions de libertés individuelles, aux moyens de lois, décrets, ordonnances, arrêtés, et décisions de justice, le tout expliqué par l'urgence sanitaire. Il était dès lors indispensable de les justifier pour nous convaincre de leur bien-fondé. Mais convaincre n'est pas suffisant, car toute décision peut être méthodiquement critiquée et remise en question. Exemple : la Suède a très bien réussi à gérer la situation en faisant un autre choix que le confinement. Et comme les mesures liberticides sont toujours susceptibles de provoquer une réaction si elles sont amenées trop frontalement, il va de l'intérêt des politiques et de leurs communicants d'avoir



D.R.

recours à la persuasion, pour nous y faire adhérer volontairement. Toute la manipulation médiatique consiste alors à faire entrer de l'émotion dans les débats, ce qui est très facile dans un champ qui touche à l'intégrité du corps, à la souffrance et à la mort. On peut retrouver dans la gestion télévisuelle de la crise tous les ressorts de la propagande popularisée par Edouard Bernays, passé maître dans l'art de manipuler l'opinion publique, afin qu'elle adhère à un projet politique et économique sans contrainte apparente, dans un décor de démocratie et de liberté. Je ne reviens pas sur le comptage des morts quotidiens en direct, et autres redondances : chacun a pu constater combien ce sujet a été intensément nourri et entretenu dans les esprits. On a assisté au montage d'un climat de panique que les statistiques de mortalité ont bien du mal à justifier aujourd'hui. Les discours alarmants, les recommandations exagérées ou les interdictions contradictoires sont eux aussi des vecteurs efficaces d'insécurité et de peur, deux éléments très préjudiciables à la résistance immunitaire d'une part, tout autant que très favorables à la moindre résistance aux mesures liberticides.

R. : La pollution et les ravages de la sur-consommation semblent bien plus dangereux pour la santé que le Covid-19. Ces fléaux ne sont que timidement combattus. Pourquoi selon vous ?

B. B. : Ils le seront peut-être un jour ! Cela dépend de leur capacité à dégager un profit, et de leur taux de rentabilité. Dès lors que l'intérêt général disparaît au profit des règles du marché, on ne peut s'attendre à un autre résultat. Tout angélisme sur la question devient une naïveté par manque de vision globale. Par exemple, les percées de la médecine dite intégrative, qui reste un beau projet en soi, ne sont permises que parce qu'elles intéressent les investisseurs qui "sentent" les aspirations de la population à une prise en charge plus globale, avec moins d'effets secondaires. Mais il s'agit le plus souvent d'offre d'appel marketing, ne remettant finalement rien en question sur l'approche thérapeutique elle-même, mais qui fait miroiter un emballage "tendance" avec du saupoudrage « doux et holistique ». Ateliers de coiffure et de maquillage destinés aux cancéreuses, diététique, groupe de parole, cours de yoga ou réflexologie plantaire sont apparem-

ment un progrès. Et sont appréciés par les malades. Mais ce qui coûte cher aux uns et rapporte gros aux autres, et qui reste le pilier du soin, ce sont les traitements chimiothérapeutiques classiques. Cela revient à promettre au malade qu'il pourra mieux s'exprimer et qu'il sera mieux coiffé,

mais pour le reste, rien de nouveau sous le soleil.

Cette mainmise mondiale de l'industrie pétrochimique sur la santé, en en faisant le premier marché mondial — avant le marché des armes ou du pétrole —, est la glu qui empêche toute saine action, ou tout véritable progrès, qu'il soit scientifique ou thérapeutique. L'horizon est bouché, et il faudrait de gros bouleversements pour changer les choses. La période que nous traversons est critique, mais permet d'espérer : nous sommes sur le fil du rasoir.

R. : Quels sont les bons réflexes en matière de santé ?

B. B. : Maintenir une population en bonne santé est une affaire compliquée par de nombreuses interférences. Nous avons déjà eu l'occasion de parler plus haut du fléau du libéralisme marchand et des travers de la recherche scientifique. Il faut y rajouter l'absence de lois et de principes fiables qui puissent guider la médecine, les conditions très antinaturelles de nos vies majoritairement citadines, ou encore la disparition de la liberté thérapeutique. On pourrait continuer la liste... Le constat à faire, c'est que la médecine telle qu'elle est pratiquée, que ce soit à cause de mauvais diagnostics, de traitements inadaptés ou de la toxicité des médicaments, est devenue aujourd'hui aux États-Unis la troisième cause de mortalité.

Alors que faire en attendant des jours meilleurs ? Se souvenir tout d'abord que la santé n'est pas un dû, mais un cadeau à cultiver. Il suffit de la perdre pour comprendre — trop tard — à quel point elle était précieuse. L'hygiène de vie est primordiale, en évitant l'écueil de tomber dans un fanatisme mal placé qui transforme des règles de vie saines en prison sclérosante. La joie de vivre, la bonne humeur, les pensées constructives, les projets stimulants et l'investissement dans une cause utile à l'intérêt général sont d'excellents moyens de combattre le stress. Se débrouiller pour avoir le moins possible, et le moins vite possible, besoin d'avoir recours à une médecine palliative. Pour cela, s'orienter vers une médecine réellement préventive et de terrain, celle qui ne coûte pas grand chose à la société, et qui rapporte beaucoup en qualité de vie.

**Entretien réalisé par
Monika BERCHVOK.**

RIVAROL

19 avenue d'Italie 75013 Paris
Tél. : 06-40-87-72-79

Correspondance seulement

(Une permanence téléphonique est assurée le lundi et le mardi de 10h à 17h et le vendredi de 10h à 14h.)

www.rivarol.com et

www.boutique-rivarol.com

Rédaction : jeromebourbon@yahoo.fr

Administration : contact@rivarol.com

Hebdomadaire créé le jeudi 18 janvier 1951

FONDATEUR : René MALLIAVIN

(1896-1970)

Directeur de la publication et de la rédaction,
éditorialiste (depuis février 2010) :

Fabrice Jérôme BOURBON

E. U. R. L. « Editions des Tuileries », au capital de 51000 euros pour 99 ans, à partir du 20 mai 1949. Imprimerie : Paris Offset Print (POP) 30 rue Raspail, 93120 La Courneuve. — Dépôt légal : à parution — Gérant et associé : Fabrice Bourbon. CPPAP n°0223 C 82763, ISSN n°0035 56 66.

ABONNEMENTS : 2 ans : 215 euros — 1 an : 125 euros — 6 mois : 70 euros — 3 mois : 40 euros —

soutien : 175 euros — propagande : 210 euros — 1 an (chômeurs, étudiants, lycéens, personnes en grande difficulté, ecclésiastiques et religieux) : 100 euros — Abonnement à vie à RIVAROL : 2 000 euros — Abonnement à vie à RIVAROL et à *Ecrits de Paris* : 3 000 euros.

ABONNEMENTS PAR PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE : 12 euros par mois (il suffit de nous envoyer un IBAN et votre adresse postale complète).

ABONNEMENT NUMÉRIQUE 1 an : 80 euros (créer un compte sur le site www.boutique-rivarol.com ou prévenez-nous en envoyant un courriel).

ÉTRANGER : 1 an : 140 euros — 6 mois : 80 euros.

Supplément par avion : 24 euros pour un an et 12 euros pour 6 mois.

Pour tout changement d'adresse, joindre 2 euros et la dernière bande (ou indiquer l'ancienne adresse). Ecrire nom et adresse en CAPITALES. Délai dix jours.

Règlement par chèque établi sur une banque domiciliée en France, à l'ordre d'Editions des Tuileries ou virement à notre compte : La Banque postale IBAN : FR33 2004 1000 0104 5321 9K02 048 (BIC : PSSTFR PPAR)

Freeze Corleone, ou les limites de la Shoahnoïa



par
Hannibal

Un correspondant estime que le récent changement du titre français du roman d'Agatha Christie, *Dix petits nègres*, en *Ils étaient dix*, peut se défendre, parce qu'il faut se mettre dans la peau des

Noirs et que nul ne supporterait aujourd'hui un livre qui s'intitulerait *Dix petits Youpins*. C'est un peu spécieux, car nègre, en français classique, n'est nullement comparable à youpin, mais à juif ; ce n'est qu'à la suite de la colonisation de la France par l'Amérique qu'il a pris, pour la partie la plus jeune et la moins cultivée de la population, un sens péjoratif directement démarqué de *nigger*. Cependant je retiens l'intention louable de ce correspondant. Il soulève la question de la justice, des deux poids deux mesures, du respect d'autrui, de la blessure des sentiments, etc., et aussi celle de la concurrence des souffrances, qui devient primordiale, en ces temps de révolution arc-en-ciel et de réfection permanente de l'histoire. L'actualité de la semaine dernière, avec le scandale parisien autour du rappeur Freeze Corleone, a encore montré son importance.

Issa Lorenzo Diakhaté est né le 6 juin 1992 d'un père sénégalais et d'une mère italienne aux Lilas, dans le neuf cube. Vivant d'abord à Pantin, il est élevé à Dakar, puis migre à Montréal avant de revenir vivre à Dakar. Sous le pseudonyme de Freeze Corleone (référence au *Parrain* et à la mafia), il est devenu auteur, compositeur, interprète et producteur. Il s'illustre depuis dix ans dans divers genres de la musique urbaine d'aujourd'hui, le rap français, le hip-hop, le drill, le trap C'est l'une de ces innombrables chances pour l'Europe et l'Amérique qui circulent dans le monde sous nationalité française. Sa notoriété, d'abord limitée, a fortement cru, et certains de ses clips comptent parmi les plus regardés. En décembre 2017, les *Inrockuptibles*, la conscience de la culture de gauche, lui consacraient un grand papier laudateur qui commençait ainsi : « Cité comme une référence par Vald, suivi par une large communauté de fans sur les réseaux, Freeze Corleone est un rappeur aussi mystérieux et discret qu'influent et novateur », et mettait en lumière son caractère de « stratège ». Aujourd'hui, son premier album, LMF, La Menace Fantôme, paru le 11 septembre, fait scandale. Deux ministres l'ont condamné. La LICRA l'a dénoncé. Le délégué interministériel à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (DILCRAH), Frédéric Potier, a recensé neuf passages peccamineux dans le disque et les a signalés au parquet. Le procureur de Paris, Rémy Heitz, a ouvert une enquête pour « provocation à la haine raciale » et « injure à caractère raciste ». Enfin, sans tenir compte de la présomption d'innocence, Universal Music, qui distribuait LMF vient de « mettre un terme à toute collaboration avec cet artiste ». Pourquoi ? Parce que « la sortie de cet album a révélé et amplifié des propos racistes et inacceptables ».

Si l'on comprend bien, Universal Music diffusait sans les avoir ni écoutés ni lus des propos racistes et inacceptables. En voici quelques-uns :

« Lin n sur V pour les concentrations
J'suis à Dakar, t'es dans ton centre à Sion
S/o les Indiens d'Amérique, s/o l'esclavage
R.A.F. des *bip* », et « Fuck le 11, fuck le 911, dans l'complot depuis le 9/11 ».

Gérard Darmanin a immédiatement tweeté : « Apologie du nazisme et antisémitisme. Ces propos sont inqualifiables. [...] D'ores et déjà, j'appelle Facebook et Twitter à ne pas diffuser ces immondices ». Eric Dupont-Morette a, pour sa part, condamné « des tombeaux d'insultes antisémites qui donnent envie de vomir », ce qui demeure surprenant pour



(Dessin de Chard)

un ministre de la Justice alors qu'on n'en est même pas à l'instruction du procès.

En attendant, je relis les deux extraits cités, et je me demande en quoi ils seraient racistes et antisémites. Le second fait référence au 11 septembre 2001, on peut le juger complotiste, mais c'est tout. Quant au premier, il semble peu intelligible à nous autres, simples mortels, mais, après interprétation (RAF signifie Rien à foutre et S/O représente l'anglais « shout out »), les connaisseurs estiment que Freeze Corleone suggère qu'il n'en a rien à cirer des camps de concentration et qu'il préfère s'occuper des Indiens d'Amérique et de la traite transatlantique. Acceptons-en l'augure. Mais traîne-t-on devant les tribunaux pour gallophobie celui qui vient de dire qu'il n'en a rien à faire de Verdun et qu'Auschwitz lui parle plus ? Est-on attaqué d'urgence par deux ministres, perd-on sa maison de disques, est-on montré du doigt pour anti-vendéisme si l'on chante « rien à faire des colonnes infernales » ? Nul ne songe à reprocher à Freeze Corleone d'autres de ses paroles, par exemple ses « *Fuck la France* » : il n'est répréhensible que lorsqu'il s'en prend, selon le vocabulaire de Dieudonné, aux « vanillodermes à kipa ». Nous revenons par là aux deux poids deux mesures : à la bourse à la valeur des victimes, certaines sont mieux cotées que d'autres.

Notre confrère *Marianne*, la Licra, le délégué de la Dilcrah et le procureur de Paris ont scruté les textes précédents de Freeze pour sonder son cœur et ses reins, et en sont demeurés édifiés. Voici un florilège.

« Tous les jours, R.A.F. de la Shoah » (*S/o Congo*, 2016). « Chaque jour, fuck Israël comme si j'habite à Gaza » (*3 Planètes*, 2018). « Tout pour la famille pour qu'âmes enfants vivent comme des rentiers juifs » (669, avec Lyonzon, 2018) « Faut qu'j'fasse tourner l'khaliss (l'argent, en oulof) dans ma communauté comme un juif » (*Le Chen*, 2016). « Fuck un Rothschild, Rock un Rockfeller » (*Bâton Rouge*, 2016). Ou encore, toujours dans *Bâton Rouge*, « J'arrive déterminé comme Adolf dans les années 30. » C'est tout ce qu'ils ont ramassé, on peut imaginer que s'il y avait autre chose, ils l'auraient sorti. La moisson est maigre. La famille Rockefeller n'est pas juive et son association ici avec Rothschild montre que celui-ci est épinglé en tant que riche influent, pas spécialement en tant que juif. Quant au groupe Bilderberg, rien à voir avec Goldberg, il tient son nom de l'hôtel d'Oosterbeek, aux Pays-Bas, où il tint sa première réunion en 1954, et ses membres étaient à l'origine des diplomates et des politiciens de l'OTAN, non des banquiers juifs.

Voilà. Pas de quoi casser trois pattes à un canard, mais le complexe arc-en-ciel a jugé nécessaire de rameuter et de concentrer tous les péchés de Freeze, et d'engager deux ministres, plus la justice, pour l'abattre. L'enjeu, malgré l'apparence, est énorme : il s'agit de la maîtrise de l'histoire, et par elle, de la morale et de la politique. J'ai tâché dans un petit livre paru voilà onze ans de répondre à la question à quoi sert l'histoire. Quoi qu'on pense des faits, la Shoah a servi à élaborer le mythe du crime unique. Il dit que le peuple juif a été la victime d'un crime sans équiva-

lent. Il a servi par le passé à charger les seules puissances de l'Axe, à minimiser les crimes des Alliés russes, américains, anglais et français, à justifier la préférence communiste et la fondation de l'Etat d'Israël. Tsahal, les Palestiniens, le FLN, tous les présidents américains et Poutine se sont servis de ce mythe. J'en détaillai le fonctionnement : « *Le présent s'approprie massivement le passé pour le juger. [...] Trois choses rendent possible cette appropriation : l'amnésie, l'anachronisme et la reductio ad Hitlerum. (...) L'amnésie donne aux mythes une vitesse de propagation fulgurante, ils courent indéfiniment sans rencontrer d'obstacles. [...] La main dans la main, anachronisme et amnésie calomnient le passé pour en tirer tout jugement nécessaire aux puissants d'aujourd'hui* ». Mais quel est le but de l'opération aujourd'hui ? « *Changer le sens commun de nos sociétés occidentales. Pour y opérer une mutation aussi vaste que le christianisme, les Lumières et le marxisme réunis. Donner un nouveau sens à l'histoire, c'est donner un nouveau monde aux hommes, avec sa nouvelle morale. Créer enfin un homme nouveau* ».

D'autres ont voulu partager les bénéfices de la méthode. D'abord les Arméniens. Des intellectuels juifs ont refusé que l'on égale en dignité les massacres qu'ils ont subi à la Shoah, car alors le crime unique n'aurait plus été unique. Puis ce fut la communauté noire. « *Pour combattre le racisme dont ils la disent victime, ils ont choisi comme cheval de bataille d'ériger la traite transatlantique en crime contre l'humanité. Mais ils ont rompu ce faisant l'exclusivité de la Shoah. De même que le leader noir américain Farrakhan est entré en conflit avec des institutions juives américaines, de même les "anti-esclavagistes" sont-ils entrés en concurrence avec la croyance que la Shoah est un crime unique. Ils revendiquent leur part de souffrance fondatrice et législative. Dans une démarche qui rappelle elle d'un Garaudy, ils s'en prennent à ceux qu'ils soupçonnent de vouloir conserver l'exclusivité. C'est ainsi qu'il faut comprendre les sorties anti "américano-sionistes" répétées de l'humoriste Dieudonné M'bala M'bala* ». On sait comment tout cela s'est terminé depuis. On sait aussi que Christiane Taubira ministre a fait passer en 2001 une loi définissant l'esclavage comme un crime contre l'humanité.

Les gestionnaires du mythe ont alors partagé le gâteau de manière à en garder le morceau principal : « *Si la Shoah a perdu l'exclusivité du crime absolu, on lui reconnaît une priorité. Elle reste le crime absolu par excellence. Elle reste première, non par la chronologie, la traite l'a précédée de trois cents ans, mais par l'exemplarité. Le Juif, pèlerin de l'histoire, devient la figure indépassable de l'autre pourchassé pour sa différence. La Shoah demeure l'étalon [...]* ». Au début des années 2000, des grands raouts internationaux ont eu lieu pour redéfinir le rôle de la Shoah, comme à Stockholm, par deux fois. Le crime unique ainsi « devenu œcuménique » s'est vu fixer un but pour tous les hommes : « *Sa fonction est de préserver le monde de tous les racismes, ou plus justement de toutes les discriminations. [...] L'idole règne sur le monde du grand mélange et le protège. Le méchant était hier le fasciste, c'est aujourd'hui tout homme qui prétend garder au cœur et en mémoire les distinctions que faisaient ses ancêtres* ».

Une fois le « crime contre l'humanité retouché » installé dans le droit et les us mentaux, il donnait à ses promoteurs une puissance sans limite : « *Toute période de l'histoire sera revisitée [...] Cela a commencé hier avec la colonisation, aujourd'hui avec l'esclavage, avec la guerre 14-18, cela peut continuer demain avec les Armagnacs, les Bourguignons ou avec le vase de Soisson. On pourra pister à travers les âges le crime contre l'humanité, blâmer l'homme de Cro-Magnon pour son usage de la fessée, et Salomon pour son homophobie impénitente [...] Cette arme politique qui, à partir d'un lanceur commun peut frapper tout homme dans toute l'histoire, je le nommerais volontiers mythe du crime unique à têtes multiples. [...] C'est la bombe H de l'histoire, l'industrialisation à grande échelle*

de l'instrumentalisation de la Shoah. Se faisant un devoir de chasser l'imprescriptible avec les flèches de l'anachronisme, des "historiens" mutants vont rouvrir tous les dossiers dont ils attendent un bénéfice politique ».

La prédiction s'est aujourd'hui réalisée. BLM et la chasse aux statues déviantes en sont des exemples flagrants. Mais cette toute-puissance est fragile car elle repose sur une alliance forcée. L'idole du crime unique n'est vraiment adorée de bon cœur que par l'Euramérique. Ailleurs on ne pratique que par intérêt. Sans doute la révolution arc-en-ciel associe-t-elle mondialistes et altermondialistes, mais chacun a choisi des forces révolutionnaires différentes pour remplacer le prolétariat et détruire le vieux monde. « *Les uns s'appuient sur le tiers monde et/ou l'immigration, les autres aiment mieux les minorités, le relativisme moral et l'inversion des valeurs qu'elles imposent. Reste à savoir si cet attelage va durer, et si donc la cogestion du crime unique à têtes multiples peut durer. [...] Associer l'Afrique et l'Asie à l'Euramérique semble donner au mythe du crime unique une aire d'extension extraordinaire, mais présente un inconvénient majeur : les intérêts des gestionnaires peuvent diverger. [...] Le retour normal de l'histoire, les tensions qu'il laisse prévoir, devrait en bonne logique entraîner l'émiettement du mythe du crime unique. En d'autres termes, l'attelage Sharon-Frantz Fann ne semble pas longtemps viable* ». On la voit aujourd'hui éclater, avec *Black lives matter*, avec Ilan Halimi et le gang des barbares, avec l'affaire Obono-Valeurs actuelles, et finalement avec Freeze Corleone.

Des Noirs veulent leur bout de couverture, décident de se défaire bille en tête de la primauté de la Shoah. C'est grave. L'équilibre du système en dépend. Reste à savoir si le péril est réel, ou si l'on met en scène un épiphénomène. Cependant je ne serais pas tranquille si j'étais le gardien du mythe. Nous savons que sa puissance s'étend à une aire géographique limitée, qu'elle est nulle en terre d'islam, inconsistante en Afrique, ectoplasmique en Chine, flottante en Inde. Mais la caractéristique de l'arc-en-ciel est de faire cohabiter sur un même territoire communautés et civilisations. Il existe donc aujourd'hui en Europe et en France, du fait de l'invasion, des territoires non seulement de non-droit, mais de non-Shoah. La Shoahnoïa n'y règne pas, n'y est de nulle utilité, suscite l'hostilité si elle est repérée. Je regardais sur Nanarland des extraits de *Hitlar*, film pakistanais de Idriss Khan datant de 1986. L'argument en est simple, Hitler n'est pas mort, il a transmis sa doctrine et ses pouvoirs étranges à son fils Hitlar, qui vit au Pundjab en terrorisant les villages proches de son nid d'aigle par divers moyens, en chantant des chansons débiles, en mobilisant une armée d'ours, etc. Pour qu'on reconnaisse son ascendance, il porte une paire de tresses d'un beau blond vénitien. Je laisse découvrir à ceux qui en auraient envie ce surprenant navet. Il n'a qu'une vertu : confirmer qu'il existe un monde où le diable de l'Occident n'a pas cours, où l'on en rigole innocemment dans des séries N. C'est ce monde, qui, paradoxe de l'immigration arc-en-ciel, s'invite dans nos banlieues, aux portes de la république assiégée. J'ignore à quel point Freeze Corleone est politisé, ou islamisé, je ne sais rien de lui, mais c'est un pur produit de l'arc-en-ciel, du français, des jeux vidéo, de la culture alternative, du mouvement remplaçant. Ses paroles sont pour la plupart incompréhensibles à un Français. Son art est très apprécié des républicains qui le condamnent aujourd'hui, témoin ce jugement admiratif de *Marianne* dans l'article qui l'attaque. Il « *a su fidéliser de plus en plus d'auditeurs autour d'un style bien à lui : sombre, cru, subversif. Il faut dire que, sur la forme, rien n'est à jeter : des instrus prodigieuses et un sens technique exceptionnel portent un enchaînement de punchlines efficaces, qui mêlent références culturelles, sportives et historiques* ». Quelques lecteurs me demandent parfois que faire. Peut-être simplement attendre que l'arc-en-ciel se pendre lui-même avec ses contradictions.